

ENTREPRISES PUBLIQUES

Les gestionnaires face à leurs responsabilités

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a assuré lors de son déplacement dans la wilaya de Djelfa, que «2024 sera l'année d'évaluation des compétences des gestionnaires». En effet, il est certain que les pouvoirs publics ont renfloué certaines entreprises du secteur public, défaillantes, mais en contre parti, demandent des résultats efficients. P 3



LE MINISTRE DES FINANCES
RASSURE :

«Il n'y aura aucun problème de liquidité»



Le ministre des Finances, Laziz Fayed, a rassuré, hier mercredi, les citoyens que toutes les dispositions ont été prises pour garantir la disponibilité des liquidités, notamment durant le prochain mois de Ramadhan. Selon ses dires : « Il n'y aura aucun problème de liquidité».

P 2

ANALYSE

7^e Sommet du GECF, quel avenir pour le gaz ?

Le Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF) tiendra son 7^e sommet en Algérie du 29 février au 02 mars 2024, dans une conjoncture énergétique mondiale marquée par autant d'incertitudes que de défis auxquels font face tous les pays, qu'ils soient producteurs, consommateurs, exportateurs, ou importateurs de ressources énergétiques fossiles.

P 5

AIR ALGÉRIE

Benhamouda Hamaza nouveau PDG

Changement à la tête de la compagnie nationale «Air Algérie». C'est Benhamouda Hamza qui succèdera à Yacine Benslimane en tant que Président directeur général d'Air Algérie. La décision a été prise, hier mercredi, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, indique la Présidence dans un communiqué.

P 16

Afrika
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

SIPSA
FILAH
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

DJAZAQUA
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

CONCOURS NATIONAL DE LA ROBOTIQUE ET DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Lancement de la première édition à Tlemcen

La première édition du concours national de la robotique et de l'intelligence artificielle a été lancée, mercredi à la faculté des sciences et de la technologie de l'université « Abou Bakr Belkaïd » de Tlemcen. Cette manifestation, organisée par le club scientifique de la faculté des sciences et de la technologie, jusqu'au 10 février en cours, connaît la participation de huit clubs d'étudiants spécialisés dans l'intelligence artificielle, en provenance des universités de Annaba, Constantine, Boumerdès, Mascara et Tlemcen, a indiqué à l'APS la chargée des relations de ce club, Amrane Hanane.

LE MINISTRE DES FINANCES RASSURE

«Il n’y aura aucun problème de liquidité»

Le ministre des Finances, Laziz Fayed, a rassuré, hier mercredi, les citoyens que toutes les dispositions ont été prises pour garantir la disponibilité des liquidités, notamment durant le prochain mois de Ramadhan. Selon ses dires : « Il n’y aura aucun problème de liquidité ».

Par Sirine R

Dans une déclaration accordée à une chaîne de télévision, le ministre a affirmé que le gouvernement a tenu une réunion « spéciale Ramadan » afin d’approvisionner le marché en produits de larges consommations et également doter les institutions financières bancaires et Algérie poste en liquidité nécessaire. Il a, au passage, rassuré également sur la situation financière du pays, dont tous les voyants sont au vert. Les rapports de la Banque mondiale et du FMI témoignent sur la solvabilité et résilience de notre système financier.

Pour illustrer ses propos, le ministre a rappelé que le gouvernement a adopté pour cette année, le plus gros budget de l’Etat de l’histoire du pays, avoisinant les 110 milliards de dollars. Ceci confirme encore une fois la volonté du gouvernement pour la préservation du pouvoir d’achat des ménages et la poursuite des efforts pour le développement local et financement de l’économie nationale. Concernant le processus de numérisation, Laaziz Faid a qualifié ce « projet de stratégie visant à lutter contre la bureaucratie, la fraude, le blanchiment d’argent, le marché parallèle et la corruption ».

Et d’affirmer que « la numérisation est aujourd’hui une réalité » et qu’elle est « parmi les priorités du secteur, englobant la Direction générale des douanes, la Direction générale des domaines de l’État et la Direction générale des impôts ». A cet égard, le ministre a révélé le lancement d’une campagne de sensibilisation et de promotion des nouveaux outils pour encourager leur utilisation, tels que le paiement par cartes bancaires, postales et par téléphone. Le ministère des Finances vise à encourager l’utilisation du paiement électronique en tant qu’alternative aux méthodes de paiement traditionnelles.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les prix à l’importation et l’exportation en baisse

Par Slimane T.

Au cours des neuf mois de l’année 2023, les prix à l’exportation de marchandises connaissent une forte baisse de 21,1% par rapport aux neuf mois de l’année 2022, les prix à l’importation de marchandises sont également caractérisés par une diminution de 12,1%, indique l’ONS dans sa dernière Note sur les indices de valeurs unitaires du Commerce extérieur. Les évolutions des prix à l’exportation s’expliquent par la baisse des prix des hydrocarbures de 20,7% au cours des neuf mois 2023 par

rapport aux neuf mois 2022, mais également par la diminution des prix des produits hors hydrocarbures de 24,6 % sur la même période, explique la même source. En volume, les importations de marchandises enregistrent une hausse de 16,1% durant les neuf mois 2023 par rapport aux neuf mois 2022, de même pour les exportations qui enregistrent à leurs tours une augmentation en volume de 4,1%. Dans le détail, les exportations de marchandises se sont évaluées à 5 554,5 milliards de DA durant les neuf mois de l’année 2023 contre 6 753,2 milliards de DA sur la même période de l’année

précédente, soit une baisse de 17,8%. Quant aux importations se sont élevées à 4 289,1 milliards de DA pour les neuf mois de l’année 2023 contre 4 202,4 milliards de DA durant la même période de l’année 2022, soit une hausse en valeurs courantes de 2,1%. « Ces évolutions des échanges de marchandises enregistrées au cours des neuf mois 2023 conduisent à un recul de l’excédent commercial qui passe de 2 550,8 milliards de DA au cours des neuf mois de l’année 2022 à 1 265,4 milliards de DA durant les neuf mois de l’année 2023, soit une diminution de 50,4% », précise la même note. Ainsi, une décé-

lération du taux de couverture des importations par les exportations de marchandises est constatée, il passe de 160,7% pour les neuf mois 2022 à 129,5% au cours des neuf mois 2023. Les termes de l’échange connaissent également une dégradation puisqu’ils passent de 110,1% durant les neuf mois 2022 à 98,9% au cours la même période de l’année 2023. Les neuf mois 2023 enregistrent une augmentation des importations globales en volume de 16,1% par rapport à la même période 2022. La variation en volume des importations de marchandises connaît des hausses pour toutes les catégories

de produits, de forte hausse s’affiche sur, « les machines et matériels de transports » avec (45,2%), « Articles manufacturés divers » avec (21,1%), « Huiles et graisses » avec (16,5%), « Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes » avec (15,5%) et « Produits alimentaires et animaux vivants » avec (10,4%). Les « Boissons et tabac », les « Produits chimiques et produits connexes », les « articles manufacturés » et les « Matières brutes non comestibles, sauf carburants » affichent des augmentations de volume respectives de (8%), (5,9%), (4%) et (0,8%).

PÊCHE

Réhabilitation de trois ports de pêche au niveau national

Trois ports de pêche au niveau national bénéficieront, cette année, de projets d’aménagement et de réhabilitation au titre d’une opération pilote décidée par le ministère des Transports, a annoncé, mercredi à Aïn Témouchent, le Président-directeur général (PDG) de la Société de gestion des ports de pêche, Mohamed Tayeb Abboud. Ces projets pilotes porteront sur les ports de pêche de Bouzedjar de Aïn Témouchent, Bouharoun de la wilaya de Tipaza et El Marsa de la wilaya de Skikda, sachant que cette opération a nécessité une enveloppe financière esti-

mée à 300 millions de dinars, a souligné M. Abboud, lors de sa supervision, en compagnie du wali de Aïn Temouchent, M’hamed Moumen, le lancement des travaux de réhabilitation du port de pêche de Bouzedjar. Le même responsable a indiqué que « cette opération pilote intervient dans le cadre de la mise en œuvre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur l’amélioration des conditions des professionnels du secteur de la pêche ». L’opération de réhabilitation du port de Bouzedjar, prise en charge par une entreprise publique spécialisée, porte sur

des travaux de drainage des eaux pluviales et d’assainissement, la réalisation de l’éclairage public, le revêtement des routes du port en bitume, outre la réalisation d’espaces verts, sachant que les délais de réception du projet ont été fixées à quatre mois, a souligné le PDG de la Société de gestion des ports de pêche. Cette opération, pour lequel une enveloppe financière de 71 millions DA a été allouée, prendra également en charge la réalisation d’un abri en faveur des artisans qui réalisent les filets de pêche et d’un parc sur la plage pour l’arrimage des plaisanciers, d’une capa-

cité allant jusqu’à 3.000 embarcations, ce qui réduirait la tension au niveau de la surface de l’eau du port de Bouzedjar et permettra d’accueillir de nouveaux bateaux de pêche, dans le cadre du renouvellement de la flotte de pêche, selon le même responsable. Le port de Bouzedjar dispose, d’une superficie globale estimée à 8,5 hectares sur terre et 7,7 ha supplémentaires au niveau de l’eau, comprend également 1.400 mètres linéaires de quais flottants et compte 400 embarcations de différents types et tailles, a-t-on indiqué.

RE

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz

ENTREPRISES PUBLIQUES

Les gestionnaires face à leurs responsabilités

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a assuré lors de son déplacement dans la wilaya de Djelfa, que «2024 sera l'année d'évaluation des compétences des gestionnaires». En effet, il est certain que les pouvoirs publics ont renfloué certaines entreprises du secteur public, défaillantes, mais en contre parti demande des résultats efficients.

Par Réda Hadi

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique M. Ali Aoun, a assuré que l'année 2024 sera l'année de l'évaluation de la gestion et des compétences des gestionnaires, et a appelé à doubler les efforts pour relancer les entreprises économiques du secteur public et concrétiser les projets de développement et d'investissement inscrits par les pouvoirs publics. Si le ministre a également soulevé certaines difficultés liées à la gestion des entreprises publiques en assurant que ces dernières souffrent de problèmes de gestion et de management, il n'en demeure pas moins, que les gestionnaires sont redevables de par leurs capacités de gestion, à redresser l'entreprise et surtout à donner des résultats. Effectivement selon les propos du Ministre, « le problème des entreprises économique est un problème de gestion et un problème de compétences ».

En effet, c'est quelques 25 milliards de dollars qui ont été décaissés par l'Etat, pour le redressement des entreprises défaillantes, ces dernières années, ce qui a fait dire au directeur général du développement du suivi du secteur public marchand au ministère de l'industrie, Hocine Bendif, les erreurs du

passé dans la gestion des entreprises et organismes de l'État ne se répéteront pas. D'aucuns assurent par ailleurs, que l'Etat a pris ses responsabilités en engageant des reformes tant structurelles que législatives, pour venir en aide à ces entités défaillantes, tout comme l'a assuré le Ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, lors de son audition devant les députés «l'année 2024 sera l'année de la relance du secteur des entreprises économiques publiques, à travers la mise en œuvre d'une stratégie basée sur la bonne gouvernance et la relance des unités à l'arrêt».

C'est donc à Djelfa, qu'il en a déterminé les contours, avec l'exigence du respect du contrat de performance. Il faut savoir que la stratégie de développement du secteur public, issue du programme et des orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et qu'elle repose sur trois principaux axes, à savoir la réorganisation du secteur public marchand et industriel, la gouvernance des entreprises publiques économiques (EPE), la levée des obstacles sur les EPE à l'arrêt et dont le nombre s'élève à 31 entreprises et la relance des EPE et des unités à l'arrêt et dont le nombre est de 51 entreprises.

Des spécialistes disent que la situation beaucoup plus répandue qu'il n'y paraît et porte en elle la marque de nombreuses défaillances du système de gouvernance qui régit depuis de longues années les entreprises publiques algériennes. Pour ceux-ci, dans le système de prise de décision, les intérêts de l'Etat en charge de gérer l'économie nationale devraient toujours prévaloir sur ceux de l'Etat actionnaire d'entreprises publiques, les deux n'étant pas toujours convergents.

Les anomalies des entreprises publiques ne s'arrêtent pas à ce niveau, car du faite de leurs défaillances, on relève leur absence au niveau de la Bourse d'Alger. Une lacune encore plus dommageable dans le cas des banques publiques.

S'y ajoute l'impératif de recruter les dirigeants des entreprises publiques suivant un dispositif d'appel à la concurrence transparent et ouvert. Aussi, ils font part de la nécessité de la mise au point d'une charte de la gouvernance des entreprises publiques, et un rapport annuel sur les résultats économiques et financiers des entreprises publiques devrait être produit, rendu public. Il s'agira donc de recruter des compétences, sur la base d'un contrat de performance, qui donnera lieu à l'exploitation des résultats demandés.

SON PDG L'A SOULIGNÉ DEPUIS BISKRA

Le CPA jouit d'une solidité financière

Le directeur général du Crédit populaire d'Algérie (CPA), Ali Kadri a affirmé mardi-soir, à Biskra que la banque «jouit d'une solidité financière lui permettant de supporter d'éventuels chocs». Au cours d'une rencontre avec les opérateurs économiques de plusieurs wilaya organisée, à la ville de Biskra dans la cadre de la campagne sur l'ouverture du capital du CPA, le même responsable a précisé que «la banque occupe une position financière importante car classée troisième à l'échelle nationale parmi 19 établissements bancaire avec un produit net bancaire atteignant 70,15 milliards de dinars et une part en ressources financières dans le marché estimée à 14%, et s'accapare également d'une part de 15% dans le domaine des crédits». Il a ajouté que le CPA qui gère plus de 3 millions de comptes bancaires «dispose d'une bonne productivité et enregistre une croissance remarquable dans le nombre des comptes gérés», ajoutant «qu'en ce qui concerne la finance islamique, le nombre des comptes est estimé à 47.000 comptes ayant permis la mobilisation de plus de 35 milliards de dinars depuis la création de ce genre de transactions financières en octobre 2020». M. Kadri a indiqué que le CPA est l'appui principal des petites et moyennes entreprises, assurant qu'en plus des capacités financières, la banque possède un réseau d'agences (161 agences à travers le pays) lui permettant d'être près de ses clients. Le même responsable a indiqué que la banque qui a donné la possibilité aux investisseurs depuis le 30 janvier de l'année en cours pour acheter les actions pour un coût de 2.300DA pour l'action, accorde aux actionnaires plusieurs avantages comme l'obtention des bénéfices des actions et l'incitation fiscale et le droit de participer aux assemblées générales.

R E.

ALGERIAN BANK OF SENEGAL

Un trait d'union entre l'Algérie et l'Afrique

Le directeur général d'Algerian Bank of Senegal (ABS), Abdelhafid Haned, a révélé, hier mercredi, que son institution bancaire a enregistré une grande affluence des clients sénégalais, algériens et africains pour nouer des partenariats et développer des relations économiques, commerciales et financières. « Algerian Bank of Senegal a enregistré, dès son inauguration une grande affluence. Nous avons des clients particuliers, certes, mais nous avons surtout des hommes d'affaires et des investisseurs, que ce soit sénégalais ou africains, mais surtout des clients algériens qui viennent s'informer sur les démarches à entreprendre pour leurs projets d'investissement au Sénégal ou encore pour s'enquérir des conditions d'exportation avec leurs partenaires sénégalais», a indiqué M. Haned dans une déclaration à la radio «chaîne II». Il affirmant que « notre banque leur prodigue des conseils et leur fournit

des informations nécessaires sur le climat d'investissement et le système financier au Sénégal ou encore les opportunités d'investissements et de partenariat ».

Selon M. Haned Algerian Bank of Senegal a contribué à tisser trois partenariats entre des opérateurs économiques algériens et sénégalais, soulignant que « deux investisseurs sénégalais se sont déplacés en Algérie pour rencontrer leurs vis-à-vis. On attend juste la conclusion de ce partenariat, qu'on espère fructueux, pour leur ouvrir grandes les portes de la banque d'Algérie au Sénégal».

A la question de savoir comment son institution financière compte justement constituer un trait d'union entre les opérateurs économiques, et financiers des deux pays, M. Haned a expliqué que « Algerian Bank of Senegal est une banque 100 % algérienne et, du coup, elle joue un rôle centrale au Sénégal pour capter les investisse-

ments des deux côtés et développer au mieux les relations économiques, commerciales et financières entre l'Algérie et le Sénégal ». A ce propos, M. Haned a affirmé qu'Algerian Bank of Senegal joue un rôle important dans les opérations des exportations du produit algérien vers le Sénégal, en ce sens, explique-t-il, que sa banque « vise à dynamiser les relations commerciales entre les deux pays à travers les facilitations dans les transactions bancaires».

Sachant qu'Algerian Bank of Senegal est la seconde banque algérienne à avoir ouvert ses portes, après celle inaugurée en Mauritanie, M. Haned a rappelé que sa banque, qui dispose d'un capital social de 100 millions de dollars, était le fruit d'un partenariat entre quatre banques publiques algériennes, dont la Banque nationale d'Algérie (BNA) avec 40%, le Crédit populaire algérien (CPA) avec 20%, la Banque extérieure d'Algérie (BEA)

avec 20% et la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR) avec 20%, ajoutant que « toutes ces banques ont affiché leur intention et leur disposition à ouvrir d'autres banques en Afrique subsaharienne » et qu'« il existe un projet en ce sens qui sera approuvé en Côte d'Ivoire, et ce, une fois que toutes les autorisations obtenues au courant de l'année 2024 ». M. Haned dira que « les démarches entreprises, jusqu'ici, sont fructueuses. Il y a eu des démarches en Côte d'Ivoire pour préparer toutes les conditions avec les responsables du ministère des Finances et de la Banque centrale de ce pays. Il y a eu un accueil favorable pour nous en qualité d'investisseurs qui représentent l'Algérie », soulignant que « les banques associées d'Algerian Bank of Senegal vont encore entreprendre d'autres démarches ».

Synthèse R E

PÉTROLE

Légère hausse du Brent à plus de 79 dollars

Les cours du pétrole montaient légèrement mercredi, encore poussés par l'impact des risques géopolitiques sur les marchés. Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 0,56% à 79,03 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, gagnait 0,63% à 73,77 dollars. Le brut prolonge les gains de la session précédente sur fond d'inquiétudes concernant les tensions géopolitiques au Moyen-Orient qui pourrait perturber l'approvisionnement en pétrole de la région, commentent des analystes. Les investisseurs attendent également la publication de l'état des stocks hebdomadaires commerciaux américains par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 2 février.

SALON INTERNATIONAL DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

Le groupe Telecom Algeria sponsor officiel

Le groupe Télécom Algérie sera le sponsor officiel de la 9e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA 2024), a annoncé le groupe mercredi dans un communiqué. En sponsorisant ce salon international, qui se tiendra du 8 au 11 février 2024 au Centre des conventions Mohamed Ben Ahmed d'Oran, sous le slogan: « Ensemble pour une sécurité alimentaire durable », « le groupe Telecom Algeria confirme son engagement à accompagner tous les secteurs pour la transformation numérique de l'Algérie », selon la même source. Le SIPA 2024 réunira l'ensemble des acteurs, nationaux et internationaux, du secteur de la pêche et de l'aquaculture, notamment professionnels, investisseurs, scientifiques, organismes de financement et d'assurances, établissements de formation et de recherche, ainsi qu'organisations et organismes nationaux et internationaux, est-il noté dans le communiqué. Tout au long de cet événement, le groupe et ses filiales présenteront leurs offres, services, et solutions à travers un stand dédié. Fondé le 9 Novembre 2017, Telecom Algeria est un groupe économique public ayant pour principal but la mise en œuvre, la coordination et le contrôle des grands projets de télécommunications en Algérie. Il comprend six entreprises économiques publiques dont quatre sont directement rattachées: Algérie Télécom, ATM Mobilis, Algérie Télécom Satellite et ATE, tandis que les deux autres le sont indirectement par le biais de ses filiales en tant que sous-filiales à savoir : Saticom et Comintal.

SONATRACH

Hachichi inspecte des projets à l'Est du pays

Le président-directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi a inspecté un projet de renforcement des capacités de la nouvelle canalisation GPL (Gaz de pétrole liquéfié) Skikda-El Khroub (Constantine), qui a pour objectif d'assurer les approvisionnements à l'est du pays, a indiqué mercredi un communiqué du Groupe.

Par R.E.

M. Hachichi a inspecté, mardi à Azzaba (Skikda), un projet visant à doubler les capacités du nouveau terminal GPL Skikda-El Khroub, d'un diamètre de 10 pouces sur une distance de 105 km, précise le communiqué. Ce projet vient répondre aux besoins de consommation croissants à l'est du pays. Il permettra ainsi de renforcer les capacités de transport du GPL (butane et propane) et d'assurer l'approvisionnement et la distribution à grande échelle à l'est du pays, selon la même source. Cette visite d'inspection intervient dans le cadre des visites de terrain qui ont mené M. Hachichi, et la délégation de cadres dirigeants l'accompagnant, dans les wilayas d'El Tarf, Annaba et Skikda, pour s'enquérir des projets vitaux supervisés par des filiales relevant du groupe Sonatrach. Dans la wilaya d'El Tarf, le Pdg a inspecté le projet de réalisation de la station de dessalement d'eau de mer « Koudiet Eddraouche » dans la commune de Berrihane confié à Algeria Energy Company (AEC) et qui figure parmi les projets nationaux stratégiques au titre du programme complémentaire du plan d'urgence de l'année 2021, arrêté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour la réalisation de cinq nouvelles stations de dessalement

d'eau de mer, confiée à Sonatrach. La réalisation de cette station de dessalement, dont la capacité de production est de 300.000 m3/jour, est supervisée par les deux filiales du Groupe à savoir la Société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI) et l'Entreprise nationale de canalisations (ENAC). En outre, le Pdg avait écouté un exposé technique sur le projet et s'est rendu sur le terrain pour s'enquérir de la cadence des travaux de réalisation du projet devant contribuer à l'approvisionnement en eau potable des populations de la région, ajoute le communiqué. La délégation s'est rendue dans la wilaya d'Annaba où elle a visité le groupe ASMIDAL, l'une des filiales du groupe Sonatrach activant dans l'industrie des engrais et produits phytosanitaires et qui contribue au développement du secteur agricole du pays sachant qu'il a réalisé, selon la même source, «un bond en termes de production, grâce aux investissements importants réalisés au cours des trois dernières années, ce qui lui a permis de développer ses activités et de s'orienter vers l'exportation ». M. Hachichi a, en outre, inspecté le Groupe d'engrais phosphatés à Annaba relevant du groupe ASMIDAL, spécialisé dans la production et la commercialisation d'engrais ammoniacaux, phosphatés et azotés, où il s'est enquis de l'état d'avancement des travaux des unités du complexe, notamment la production de

l'unité d'ammoniac relevant du complexe. Dans le même sillage, le PDG a visité NAF-TAL-Annaba, où il a écouté un exposé technique des projets de réalisation de structures socioculturelles au centre de la ville d'Annaba, dont un nouveau centre de formation qui comprend un pavillon pédagogique d'une capacité d'accueil de 120 stagiaires afin de répondre aux besoins en formation et développer les compétences spécialisées. Le centre comprend également une salle de conférences d'une capacité d'accueil de 300 places, outre un pavillon pour l'hébergement avec 150 chambres. La conception du projet de réalisation du centre de formation comprend également une école anti-incendie en tant qu'infrastructure pédagogique visant principalement à améliorer en permanence le niveau de performance des personnels de sécurité et de prévention en matière de lutte contre les incendies. Cette école se veut « un acquis pédagogique qui s'appuie sur des expériences et des expertises de terrain, qui servira dans le cadre de la gestion des crises et des situations d'urgence, ajoute le communiqué. Le Pdg et la délégation qui l'accompagne ont, par ailleurs, visité le Complexe sidérurgique d'El Hadjar (SIDER El Hadjar), et ont examiné avec les responsables de l'entreprise SIDER, qui fournit les canalisations à Sonatrach, des moyens de renforcer la coopération entre les deux parties.

SONELGAZ-HYUNDAI ENGINEERING AND CONSTRUCTION

Un groupe de travail conjoint pour le développement de la coopération bilatérale

Le groupe Sonelgaz et la compagnie sud-coréenne Hyundai Engineering and Construction (E&C) ont convenu de la mise en place d'un groupe de travail conjoint pour le développement de la coopération bilatérale, a indiqué mercredi le Groupe dans un communiqué. Lors d'une audience accordée mardi par le président-directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal au directeur exécutif de la compagnie sud-coréenne, Ryu Seung Han, au niveau de la Direction générale (Al-

ger) en présence de nombre de cadres dirigeants des deux parties, plusieurs questions relatives à l'état de la coopération ont été évoquées, dont la mise en place d'un groupe de travail conjoint. Cette rencontre a principalement porté sur le parachèvement du projet de la centrale « Oumache 3 », dans les meilleurs délais conformément aux législations de la République algérienne et aux clauses du contrat de partenariat. Les deux parties ont également abordé nombre de dossiers concernant la coopération et ses

perspectives. A cette occasion, M. Adjal a mis en avant « les relations solides liant Sonelgaz et nombre d'opérateurs économiques de la Corée du Sud », soulignant « l'importance qu'accorde le groupe à ces partenariats ». De son côté, M. Ryu Seung Han a salué le « niveau de coopération et disposition affiché par les cadres de Sonelgaz, notamment en ce qui concerne la résolution des problèmes entravant le bon déroulement de ce partenariat ». Il a accueilli favorablement les propositions formulées par le

PDG de Sonelgaz au sujet des dossiers évoqués. Aussi, « les deux parties ont convenu de mettre en place un groupe de travail conjoint, qui réunit des cadres des deux parties, pour développer des solutions aux problèmes liés au dossier de la coopération entre Sonelgaz et Hyundai E&C, en attendant la signature d'un protocole d'entente conformément aux conclusions sanctionnant le rapport du groupe de travail qui comprend des cadres des deux sociétés », conclut le communiqué.

BEJAIA

Une trentaine d'exposants au 3^e Salon des exportations

Une trentaine d'exposants ont pris part mardi, à la maison de la culture de Bejaia, à l'ouverture du 3e Salon des exportations, animé par des entreprises exportatrices ou celles en voie de tenter l'aventure des marchés extérieurs ainsi que par des prestataires de service leur assurant les soutiens nécessaires, notamment, les banques, les assurances et les douanes. L'objectif de cet évènement est de faire

connaître les entreprises, leurs produits et permettre de rencontrer les visiteurs intéressés, particulièrement les opérateurs et commerciaux nationaux basés à l'étranger, pour nouer des contrats, d'autant que l'éventail des offres est diversifié et varié. L'offre varie, en effet, de l'huile d'olive et de la figue, deux produits symboles de la région, à la motocyclette et produits électroniques, en passant par le miel et les produits de

la ruche, les fromages, entre autres et dont la qualité paraît en état de conquérir des placements extérieurs. "Il y a une vitalité certaine dans le créneau d'exportation", a souligné le président de la Chambre de commerce, Samir Mamasse, qui a fait cas d'une augmentation d'opérateurs inscrits à l'exportation et dont le nombre a atteint, en 2023, le nombre de 97 opérateurs. Parmi le total de ces opérateurs, près

d'une vingtaine ont concrétisé leurs actes. Il s'agit particulièrement d'oléiculteurs portés sur ce créneau et qui ambitionnent d'aller au-delà des quotas réalisés actuellement et qui s'établissent autour de 20.000 à 60.000 litres exportés par individu. Durant l'année 2023, la valeur globale des produits exportés localement a atteint 40 milliards de DA contre 22 milliards de DA en 2022, selon l'inspection des douanes de Bejaia.

7^e SOMMET DU GECF

Quel avenir pour le gaz ?

Le Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF) tiendra son 7^e sommet en Algérie du 29 février au 02 mars 2024, dans une conjoncture énergétique mondiale marquée par autant d’incertitudes que de défis auxquels font face tous les pays, qu’ils soient producteurs, consommateurs, exportateurs, ou importateurs de ressources énergétiques fossiles.

5^e partie et fin

Par A M

Cela signifie qu’il faut tenir compte des impacts du dérèglement climatique dont on constate actuellement les conséquences sur les consommations, et par conséquent très probablement d’une très forte compétition sur tous les marchés gaziers tout au long de la période 2024 – 2026. L’AIE prévoit quant à elle un marché assez stable sur cette période, mais sous forte pression des nouvelles capacités de liquéfaction qui vont arriver sur le marché à partir de 2025.

Place et rôle de l’Algérie sur la scène énergétique mondiale

L’avantage de l’Algérie repose en premier lieu sur la disponibilité des trois sources d’énergie dont la combinaison sur le moyen et long terme, à travers une stratégie basée sur une vision à long terme, lui permettront en principe de s’adapter à toute évolution en matière de transition énergétique :

- Sur le plan interne pour assurer la sécurité énergétique du pays.
- Et sur le plan externe en matière d’exportation de la source d’énergie ou de l’énergie qui s’adapte au mieux aux marchés et à la demande avec le temps.

Les trois ressources sont :

- Le pétrole, même si ses réserves et la capacité de production du pays sont très modestes par rapport aux grands producteurs au sein de l’OPEP ou en dehors. Elles sont évaluées à environ 12 Mds barils, avec des capacités de production largement supérieures (0,9 à 1,2 MMB/jour actuellement) aux besoins internes (carburants et industrie pétrochimique). De plus, et à priori la consommation mondiale n’est pas prévue s’arrêter dans deux ou trois décennies même si la tendance du mix énergétique entrainera sa chute progressive.

- Le gaz naturel, dont les réserves conventionnelles sont certes modestes (environ 2.300 Mds M3), mais il faut tenir compte d’éventuelles futures découvertes, et surtout d’immenses réserves en gaz non conventionnel qui sont de 22.000 Mds M3 techniquement récupérables. Leur développement à moyen terme pourrait placer l’Algérie en tant qu’acteur gazier majeur au moins à l’échelle du bassin Méditerranéen. Les capacités de production commercialisable actuelles (entre 100 et 110 Mds M3/an actuellement) sont identiques à celles du pétrole au point de vue couverture des besoins internes actuels (autour de 45 à 50 Mds M3 mais en progression dans le futur), et un excédent exportable qui répond actuellement à la demande extérieure, laquelle est appelée à s’accroître,

- Les Energies renouvelables, essentiellement du solaire pour le moment avec un potentiel énorme, mais qui reste à développer bien au-delà des 15.000 MW de capacités programmées à l’horizon 2035, pour non seulement modifier le mix énergétique algérien qui ne comporte actuellement que 1 à 2% de production d’électricité à base renouvelable (solaire), mais aussi développer la production d’hydrogène vert au-delà du moyen terme (2030).

Le deuxième avantage de l’Algérie correspond à sa proximité avec le marché européen, ses capacités d’exportation à travers deux gazoducs d’environ 40 Mds M3, et une

flexibilité d’export en GNL non négligeable avec une capacité nominale de 56 Mds M3, même si elle est hélas sous exploitée. Pour le moment l’Algérie produit au maximum de ses capacités entre 100 et 110 Mds M3 de gaz commercialisable, mais dont la moitié est destinée à un marché intérieur en pleine croissance à raison de 7 à 8% par an.

Mais cette capacité d’exportation pourrait facilement augmenter à moyen terme et long terme en cas de développement des réserves en gaz de schiste, avec un objectif pouvant être atteint d’environ 20 Mds M3 vers 2035, et 50 Mds M3 au-delà de 2040, sous réserve d’un succès des premiers essais de production à mettre en œuvre dans les deux ou trois années à venir. Les principaux clients de l’Algérie sont dans l’ordre :

- L’Italie : Sa consommation d’énergie primaire est à 80% basée sur les hydrocarbures, et sa production d’électricité en gaz à 54%. L’Algérie est son premier fournisseur en gaz depuis 2022, étant reliée à elle par un gazoduc d’une capacité de 34 Mds M3, mais où il faut prendre en considération la compétition avec le gaz provenant du bassin du levant, d’Azerbaïdjan, du Qatar, et d’autres fournisseurs africains dans le futur, où l’ENI est très présente en amont. Son mix énergétique est largement dépendant du gaz pour le moment, ce qui l’a amené à augmenter ses importations GNL de 50%, mais il faut tenir compte aussi qu’elle prévoit d’atteindre un objectif de 65% en ENR à l’horizon 2030, tout en maintenant l’objectif de devenir un

hub gazier vers le reste de l’Europe. C’est dans ce but que l’Italie est en train de déployer une activité diplomatique et énergétique intense vers l’Afrique. Au cours du récent « Sommet Italie-Afrique » tenu le 29 Janvier 2024, elle a réussi à réunir pas moins de 26 Pays Africains à qui elle a présenté son « plan Mattei » qui comprend entre autre un partenariat énergétique et économique, ainsi qu’un engagement initial d’investissement de 5,5 Mds d’Euros.

- L’Espagne : Sa consommation d’énergie primaire est inférieure à celle de l’Italie, et basée à 70% sur les hydrocarbures, avec une production d’électricité en gaz à 32%. Elle est aussi reliée à l’Algérie par un gazoduc d’une capacité de 10 à 12 Mds M3, et dispose du plus grand nombre de terminaux européens de regazéification, mais en très forte compétition en ce moment avec le GNL provenant des USA.

- La France: vient en troisième position avec des importations de GNL, mais dont la consommation en énergie primaire même si elle est plus importante en hydrocarbures que celle de l’Italie et de l’Espagne, sa production d’électricité est en très grande partie d’origine nucléaire à raison de 63%, et seulement 10% en gaz.

- Les autres clients sont surtout la Tunisie en gaz naturel, la Turquie et la Grèce en GNL, ainsi que d’autres clients occasionnels sur le marché spot.

Le troisième avantage de l’Algérie est relatif à ses capacités de liquéfaction qui sont d’en-

viron 50 Mds M3/an, soit pratiquement la moitié de sa production actuelle. Elle n’a exporté que 18 Mds M3 en 2022 en GNL. D’où l’importance des efforts à fournir pour non seulement maintenir ses capacités de liquéfaction en bon état d’exploitation, mais surtout d’aller conquérir de nouveaux marchés surtout en cas de développement du gaz non conventionnel. La concurrence risque cependant d’être rude dans ce domaine, car selon une étude du cabinet Rystad Energy, les USA et le Canada pourraient être en mesure d’exporter jusqu’à 600 Mds M3 au-delà de 2035, de quoi approvisionner tout le marché européen et bien d’autres, sans compter que cela entrainera automatiquement une chute des prix.

Pour le moment Sonatrach est en train de faire le maximum d’efforts en matière de renouvellement des réserves, d’accroissement de la production de certains gisements, et d’accélération du développement de nombreux petits gisements qui n’étaient pas rentables avant 2019, et le sont aujourd’hui par rapport à la demande mondiale et au marché. Mais considérant l’état des connaissances sur le potentiel du domaine minier du pays, et aussi bien les besoins de consommation interne (sécurité énergétique), que ceux des marchés potentiels à long terme (exportations), il y a tout lieu à envisager rapidement le développement des ressources en gaz non conventionnel. Ces dernières nécessitent non seulement d’énormes investissements, mais aussi une importante organisation logistique. D’où la nécessité d’envisager de nouvelles formules de partenariat en matière de développement des réserves non conventionnelles qui doivent tenir compte :

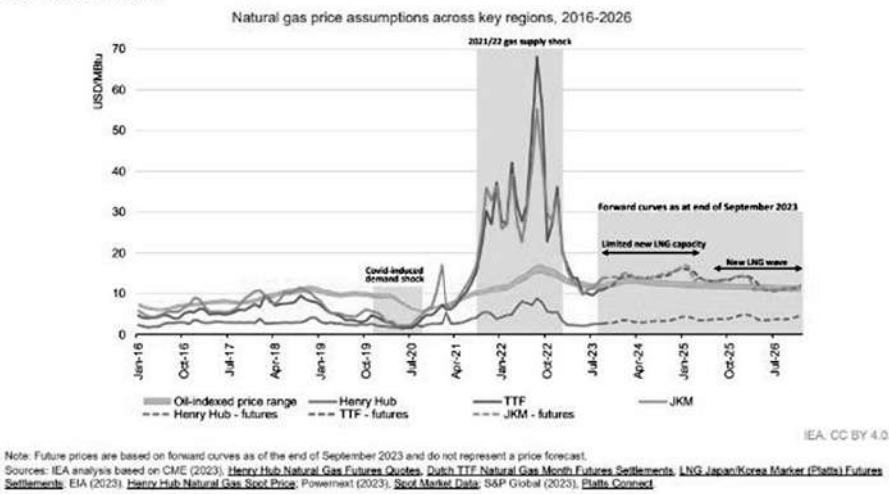
- Des besoins en matière de consommation intérieure,
- Des avantages à tirer de la valorisation locale maximale de la production,
- De la maîtrise de la commercialisation des surplus sur les marchés extérieurs qui seront dominés par une forte compétition entre producteurs,
- Des obligations de protection de l’environnement et de la décarbonation en accord avec les engagements du pays au sein des accords relatifs à la lutte contre le dérèglement climatique.

Il faut enfin rappeler que le Secrétariat Général du GECF est assuré par un cadre supérieur algérien, Dr. Mohamed Hamel qui avait occupé plusieurs postes de responsabilités au sein de Sonatrach, du Ministère de l’Energie et des Mines, et de l’OPEP en tant que gouverneur représentant l’Algérie, avant d’être élu à l’unanimité pour deux ans en 2022. Le siège du GECF est basé à Doha au Qatar, mais il dispose d’une structure très importante basée à Alger : « INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE GAZ (GRI) » qui correspond à un « hub technologique ayant pour mission de travailler sur des projets de recherches dans le domaine du gaz et de la protection de l’environnement, ainsi que la formation de très haut niveau pour les membres du GECF ».

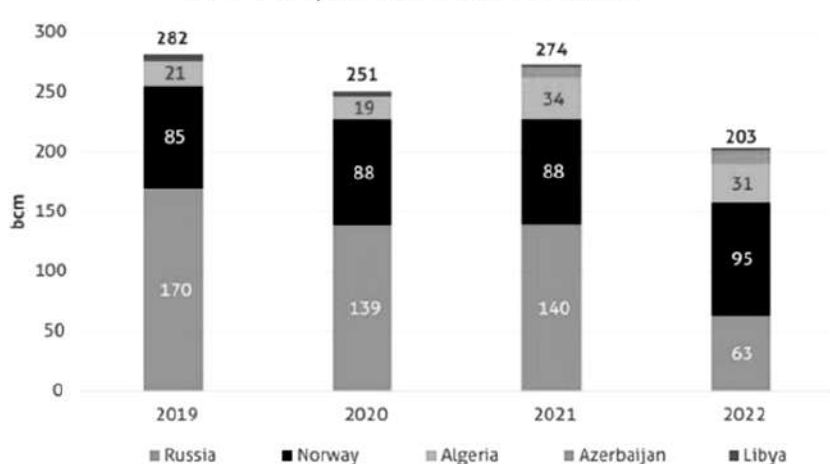
Source : [Energy magazine](https://www.enerymagazine.com) [dz.com](https://www.enerymagazine.com)

Réf : GECF : Annual Statistic Gas Market Report 2022 & Annual Gas Market Report 2023
- IGU : 2023 World LNG Report (2023 Edition) & Global Gas report 2023
- AIE : Medium-Term Gas Report 2023
- IEEFA : Global LNG Outlook 2023-2027 (Feb. 15,2023)
- OIES : A New Global Gas Order? (Part 1) : The Outlook to 2030 after the Energy Crisis (Jul. 2023)
- Enerymagazine : Analyse – le GNL Nouvelle Star de l’Energie Mondiale (Aout 2023)

Forward curves suggest that natural gas prices will remain above their historical averages in the medium term



Pipeline gas imports to the EU by supplier



Source: GECF Secretariat based on data from McKinsey and Refinitiv

OUM EL BOUAGHI
760 millions DA supplémentaires pour parachever le centre de regroupement sportif de Zorg

Une enveloppe financière supplémentaire de plus de 760 millions DA a été octroyée pour le parachèvement des travaux de réalisation d'un centre de regroupement sportif dans la commune de Zorg, wilaya d'Oum El Bouaghi, a révélé mardi le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Ham-mad.

Au cours de son inspection de ce projet qui a bénéficié d'une autorisation de programme initiale de 1,616 milliard DA puis d'une rallonge budgétaire de plus de 760 millions DA après sa réévaluation, M. Hammad a mis l'accent au second jour de sa visite de travail dans la wilaya sur l'importance de ce projet pour la région d'autant qu'il est appelé à constituer une alternative aux centres de préparation à l'étranger auxquels se dirigent les clubs sportifs.

L'enveloppe financière complémentaire financera la réalisation d'une salle de body building, des routes, des réseaux divers et des travaux d'aménagement extérieur en plus d'autres travaux, selon les explications données sur site.

M. Hammad a insisté sur la nécessité d'accélérer les travaux et d'augmenter les équipes de travail, relevant que ce centre de regroupement des équipes sportives peut constituer "un appui au développement de la région" à l'instar des équipements similaires dans d'autres pays.

Occupant une aire de 22 hectares, le centre de préparation des équipes sportives qui affiche un taux d'avancement des travaux de 45 % disposera d'un pavillon de récupération, de traitement, un autre d'hébergement et de l'administration et un stade recouvert de pelouse synthétique.

A Ain Beida, le ministre s'est enquis de l'opération de dotation de la piscine semi-olympique "Bouguernous-Boulekhra" de matériel pédagogique et sportif et s'est rendu au stade omnisports "Hamdi Ali" où il a reçu un exposé sur l'étude de requalification de cette infrastructure sportive pour 20 millions DA avant de présider au chef-lieu de wilaya l'inauguration d'un stade de proximité.

M. Hammad poursuivra sa visite en lançant les travaux de la seconde tranche d'une piscine de proximité et en inspectant les travaux du stade omnisports "KhelifiTouhami" dans la commune d'Ain M'lila puis le siège du Club des sports équestres "El Fare-sEssaghir" dans la commune d'Ouled Kacem.

CONSTANTINE

Extension de la superficie réservée aux légumes secs

La superficie agricole réservée à la production des légumes secs, a connu au titre de la saison agricole 2023-2024, une extension, atteignant 10.000 hectares contre 8.750 ha l'année dernière, soit une augmentation de 1.250 ha, a-t-on appris mercredi auprès du directeur des services agricoles (DSA), Djamel Benchama.

Parmi la surface globale (10.000 ha), pas moins de 4.000 ha ont été réservés à la production de pois chiches, 3280 ha pour les fèves, 2600 ha pour les lentilles ainsi que 120 ha pour le petit pois, a fait savoir à l'APS le directeur local de ce secteur. A Constantine, a-t-il précisé, la production des légumineuses, est concentrée dans la zone subhumide de la wilaya, à savoir les communes de Didouche Mourad, de Beni H'midane, de Hamma Bouziane et de Zighoud Youcef. Des moyens ont été mobilisés pour assurer le bon dé-

roulement de la campagne de semis des légumes secs dont le lancement officiel a été donné le début de cette semaine depuis la ferme pilote Ahmed Bouchabaà, située au niveau de la localité de Guettar Laich, dans la commune d'El Khroub et celle privée, Mustapha Debbah, située, à Beni Mestina dans la commune de Didouche Mourad. Une commission d'inspection spécialisée chargée du contrôle et d'accompagnement des exploitations agricoles pilotes, sera installée « bientôt », dans le but d'assurer une meilleure gestion et or-

ganisation de ce genre d'exploitations agricoles relevant du secteur public au nombre de six (6), ont indiqué de leurs part les services de la wilaya.

Des sorties de contrôle et d'accompagnement cycliques, sont prévues dans le cadre du suivi de l'avancement de différentes campagnes agricoles de la saison agricole actuelle à travers ces fermes pour relever le défi relatif à l'augmentation de la production des légumineuses pour atteindre l'autosuffisance en la matière, a-ton précisé.

DJANET

10 nouveaux projets touristiques

Pas moins de dix (10) projets touristiques susceptibles d'accroître les capacités d'accueil sont en cours de réalisation dans la wilaya de Djanet, a-t-on appris mardi auprès de la direction du tourisme et de l'artisanat (DTA). Offrant une capacité d'hébergement global de 1.600 lits, ces projets consistent en la réalisation, au niveau de la zone d'expansion touristique (ZET), de huit (8) structures hôtelières, dont une classée cinq (5) étoiles, d'une capacité d'accueil de 400 lits, et quatre autres de trois (3) et quatre (4) étoiles, d'un camp touristique, en sus d'un terrain de-

vant accueillir des manifestations d'artisanat, ainsi que deux autres hôtels en concrétisation localisés hors ZET, a indiqué le directeur du secteur, Lamine Hammadi. Susceptibles de générer plus de 3.200 emplois directs et indirects, ces projets viennent à point nommé consolider les structures existantes, dont cinq (5) hôtels publics et privés, un camp de 471 lits, en sus d'une ZET vaste de 8.600 ha, dont une surface de 100 ha étudiée et aménagée au titre du schéma directeur d'aménagement touristique, selon la même source. Par ailleurs, une nouvelle opération portant créa-

tion de 31 nouveaux postes de contrôle et de surveillance des sites archéologies, a été inscrite, devant renforcer les sept (7) existants au niveau de la région du Tassili-N'Ajjer, dont Tigheghert, site mural de la vache qui pleure, Ihrir, et Dider à Djanet, et Djaret, wilaya d'Illizi. Elles (actions) s'assignent, entre-autres objectifs, la préservation du patrimoine matériel et des vestiges touristiques et archéologiques, a indiqué, de son côté, le directeur par interim de l'office national du parc culturel du Tassili N'Ajjer (ONPCT), Mohamed Bediaf. La destination touristique de Dja-

net, riche en paysages sahariens féériques uniques en leur genre, draine annuellement de nombreux contingents de touristes aussi bien étrangers que nationaux venus admirer le patrimoine matériel et immatériel de la région. Pas moins de 26.335 touristes, dont 5.335 étrangers, représentant 37 nationalités étrangères, et le reste nationaux, ont rallié au titre de l'actuelle saison touristique la région de Djanet, a fait savoir M. Hammadi, avant de signaler que l'affluence des touristes étrangers vers la région va crescendo d'une saison à une autre.

TIZI OUZOU

Un rendement moyen « acceptable » de 13 litres d'huile par quintal d'olive

Un rendement moyen « acceptable » de 13 litres d'huile par quintal d'olive triturées a été enregistré dans la wilaya de Tizi-Ouzou depuis le début de la campagne oléicole, en dépit d'aléas climatiques défavorables, a indiqué lundi une responsable à la direction locale des services agricoles (DSA). « Malgré des conditions climatiques défavorables, notamment l'absence de pluies au moment opportun ayant entraîné le dessèchement de l'olive pendant la période de production d'huile par le fruit, le rendement moyen

de cette saison reste acceptable », a estimé, dans une déclaration à l'APS, la chargée de la filière oléicole et de l'arboriculture fruitière à la DSA, KhelidjaChibani. Elle a observé que les rendements oscillent entre 5 litres et 17 litres d'huile le quintal d'olive, ajoutant que les rendements les plus élevés de la saison qui est toujours en cours, ont été réalisés particulièrement dans les communes du littoral à l'exemple de Makouda et de Tigzirt. Durant la saison oléicole 2022/2023, le rendement moyen était de 19 litres d'huile par quintal. Le volume

d'huile d'olive produit était de plus 5 millions de litres et la quantité de fruits récoltés avoisinait les 264.000 qx, rappelle-t-on. Concernant le déroulement de la campagne, Mme Chibani a fait savoir que la récolte des olives, qui a débuté tardivement cette saison en raison des aléas climatiques, est à 57% de taux d'avancement, selon une situation arrêtée au 31 janvier écoulé. Cela représente une superficie de 17.139 ha d'oliviers récoltés sur une superficie productive de 29.938 ha pour toute la wilaya, a-t-elle dit.

JEUNESSE ET SPORTS À OUM EL BOUAGHI

8 nouvelles opérations inscrites pour 2024

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, a annoncé, mardi après-midi à Oum El Bouaghi, l'inscription, au titre de l'exercice 2024, de 8 opérations d'investissement au bénéfice de cette collectivité, pour un montant global de 184,8 millions de dinars. "Dans le cadre de la préparation de la loi de finances 2024, les services de la direction générale du budget (DGB) ont donné leur accord de principe pour l'inscription, au profit de la wilaya d'Oum El

Bouaghi, d'un nouveau programme d'investissement doté d'une enveloppe financière de 184,8 millions de dinars", a indiqué le ministre dans une déclaration aux médias à l'issue de sa visite de deux jours dans cette wilaya. Selon M. Hammad, il s'agit du suivi de la réhabilitation et de l'équipement du complexe sportif de proximité (CSP) de la commune de Fkiringa, de l'étude et du suivi de la réhabilitation et de l'équipement de l'auberge de jeunesse "Mouloud Kacem" d'Ain M'lila, de

trois études pour la réalisation et l'équipement d'une auberge de jeunesse de 50 lits à Ain M'lila, d'une piscine couverte (bassin de 25 mètres) à Souk Naâmane, d'une salle omnisports de 500 places au chef-lieu de wilaya, d'une étude de réhabilitation et d'équipement d'une piscine (25 mètres), au chef-lieu de wilaya également, d'une étude en vue de la réalisation et de l'équipement d'une piscine de proximité dans la commune d'Ain Fakroun, et du suivi de la réhabilitation et de l'équipement de la salle

omnisports dans cette même collectivité locale. Le ministre a insisté sur la nécessité de se conformer aux délais de réalisation des projets, de respecter les normes requises et d'assurer une gestion rationnelle de ces acquis destinés à soutenir les activités de jeunes et à encourager la pratique sportive.M. Abderrahmane Hammad avait inspecté, la veille au soir (lundi), plusieurs équipements et projets relevant de son secteur, dans les communes d'Oum El Bouaghi, de Zorg, d'Ain Beida et d'Ain M'lila.

L'incroyable essor de la dette publique de l'oncle Sam

Les Etats-Unis s'endettent à un rythme effréné, profitant de la demande insatiable de dollars. Mais le pays ne dispose d'aucun plan pour maîtriser sa dette publique, ce qui pourrait bien inquiéter, à terme, les pays émergents.

Par Guillaume de Calignon

Jusqu'ici, tout va bien. Mais l'important, ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage. La dette publique américaine gonfle et tout le monde ou presque s'en fiche. Les marchés financiers n'ont pas l'air de s'en inquiéter. Il faut dire que le gouvernement en place et les élus d'opposition au Congrès jouent régulièrement devant le public une pièce de théâtre désormais classique, celle du plafond de la dette. Les uns exigent de nouvelles marges de manœuvre, les autres hurlent vouloir mettre fin aux dépenses à tout va. La dispute à Washington se règle après quelques semaines et tout repart comme avant. A force de se répéter, la tragédie est devenue une farce, pour paraphraser Karl Marx. Pourtant, à y regarder de plus près, il y a des signes qui ne trompent pas. Concuronné par la Chine, en proie à des problèmes intérieurs tels que l'épidémie d'overdoses liée à la consommation de drogues et d'opiacés ou encore la remise en cause de la démocratie libérale venue de l'intérieur comme le montre la course de tête de Donald Trump dans la primaire républicaine, le tout aggravé par des inégalités criantes, l'empire américain s'endette à tour de bras. L'administration Biden a décidé de dépenser et d'investir pour permettre à l'Amérique de gagner la course avec la Chine, de rester première sur les nouvelles technologies et la transition énergétique et de reconstruire une classe moyenne, seule manière de consolider la démocratie. Pour cela, il faut réindustrialiser le pays et le gouvernement ne

lésine pas sur les moyens. C'est le retour de l'Etat dans les affaires économiques après 40 ans de reaganisme.

L'économie défie la gravité

L'an passé, le déficit budgétaire a ainsi dépassé 7 % du PIB, au moment où la Réserve fédérale relevait ses taux comme jamais pour combattre une inflation liée à la hausse du prix de l'énergie liée à une forte demande à la suite de la fin des confinements. En clair, la banque centrale a appuyé sur le frein alors que l'Etat, de son côté, gardait le pied collé à l'accélérateur. Cette politique économique a connu un certain succès, même si les citoyens américains ne semblent pas le mettre à l'actif de l'administration Biden, si l'on en croit les sondages. L'économie américaine défie la gravité et a réussi à éviter une récession pourtant attendue par beaucoup étant donné l'ampleur du resserrement monétaire. Et cela va continuer. Cette année, le déficit public devrait rester supérieur à 6 % du PIB, soit de l'ordre de 1.800 milliards de dollars, alors qu'en régime de croisière, ces dernières années, il était plus proche de 3 %. L'organisme de prévisions budgétaires lié au Congrès, le Congressional Budget Office (CBO), qui communiquera ses nouvelles anticipations la semaine prochaine, estimait l'été dernier que le déficit public ne passerait pas sous les 5 % dans les dix prochaines années. En 2033, la dette publique atteindrait près de 120 % du PIB, soit plus qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, contre 98 % fin 2023. A court terme, la dette publique américaine ne pose cependant au-

cun problème. Tout simplement parce que le monde a soif de dollars. La demande planétaire est insatiable. Le billet vert reste la monnaie de réserve mondiale malgré l'affaiblissement relatif du poids des Etats-Unis dans l'économie mondiale. Les Américains peuvent émettre des titres de dettes en dollars, il semble qu'il y aura toujours quelqu'un – des fonds d'investissement, des milliardaires, des trésoriers d'entreprises ou des banques centrales – pour en acheter. C'est « le privilège exorbitant » dénoncé en 1964 par un jeune ministre français des Finances, Valéry Giscard d'Estaing. L'Amérique vit sur l'épargne des autres.

Moins sécurisant

La question est de savoir si cet état de fait, ou plutôt cette demande de dollars, est éternelle. Il y a quelques doutes à ce sujet. Certes, aucune alternative crédible à la monnaie américaine n'émerge. Mais si la dédollarisation est balbutiante, elle existe. Les Chinois détiennent nettement moins de billets verts qu'avant. En dix ans, ils ont réduit leur portefeuille d'actifs américains de 540 milliards de dollars. Et la moitié a été vendue depuis février 2022. Il faut dire qu'avec le gel des réserves de change de la banque centrale russe décidé par les Occidentaux à la suite de la guerre en Ukraine, détenir des actifs en dollars est devenu clairement moins sécurisant. Les gouvernements et les riches des BRICS élargis s'interrogent avec la multiplication des tensions géopolitiques. Une saisie des actifs financiers russes par les Occidentaux pour financer l'Ukraine

créerait à ce titre un précédent. Les pays émergents pourraient bien alors souhaiter se dessaisir de leurs billets verts. Quel milliardaire chinois, quel entrepreneur à succès malaisien, quel fonds souverain du golfe Persique voudrait ainsi placer sa fortune en billets verts et être à la merci des sautes d'humeur de l'oncle Sam ? Sans compter que la polarisation de la vie politique américaine ne pousse pas à l'optimisme. Aucun programme des deux partis américains n'évoque des hausses d'impôts à venir pour maîtriser les comptes publics. Or, c'est la seule façon de s'attaquer au problème. Si l'on considère que les dépenses dans la défense, soit 2,7 % du PIB en 2024 contre deux fois dans les années 1980, sont incompressibles, alors les dépenses publiques américaines dites discrétionnaires ne représentent que 3 % du PIB. L'Etat américain est « à l'os », il ne peut plus baisser son train de vie. Et il paraît impossible de tailler dans les programmes sociaux. Certes, la première économie du monde garde des atouts formidables : une capacité à attirer les étrangers, des gains de productivité importants, une démographie dynamique. Mais le pays n'a aucun plan pour maîtriser son endettement à moyen terme. « Les Américains se montrent incapables de gérer le problème de la dette publique », s'inquiète Anton Brender, chef économiste de Candriam. Et le risque à terme est que le reste du monde s'en aperçoive, comme il a pris conscience du problème immobilier en 2008.

Source : Les Echos

L'IA, facteur de croissance ?

Par Philippe Aghion (1), Simon Bunel (2)

L'intelligence artificielle a le potentiel pour relancer une croissance atone. Mais il faut y adapter nos institutions, en particulier nos politiques de concurrence. Plus que jamais, alors que nous traversons une période de croissance atone, d'aucuns portent leurs espoirs sur la révolution de l'intelligence artificielle (IA) pour faire repartir notre croissance. De fait, l'IA permet en principe d'accélérer la croissance de la productivité pour au moins deux raisons. En premier lieu, elle automatise la production de biens et services, tout comme les moteurs à combustion, l'électricité et les semi-conducteurs l'ont fait avant elle, mais en allant plus loin, car l'IA automatise des tâches dont on pensait qu'elles ne pourraient jamais être automatisées, par exemple la conduite de voitures ou les prescriptions médicales. En second lieu, l'IA permet d'automatiser la production

d'idées. Elle aide à trouver des solutions à des problèmes complexes. Elle facilite l'imitation et l'apprentissage. Et elle peut devenir auto-améliorante. Une étude américaine récente illustre le potentiel de croissance de l'IA. Cette étude analyse l'effet du déploiement de ChatGPT sur la productivité d'employés d'une entreprise chargée de conseiller des patrons de PME sur comment adopter de nouveaux logiciels. La conclusion est que l'accès à ChatGPT permet aux employés d'accroître leur flux de dossiers traités par heure de 25 %. Et cet effet positif de l'IA sur la productivité n'est pas circonscrit à cette seule entreprise ni aux Etats-Unis. En particulier, selon une enquête récente de Pôle emploi intitulée « Les employeurs face à l'intelligence artificielle », 72 % des employeurs couverts par l'enquête font état d'un impact positif de l'IA sur la performance de leurs salariés. Peut-on aller plus loin et prédire les effets de croissance de l'IA au niveau macroéconomique ? Si la révolution de l'IA devait simplement re-

produire celle des technologies de l'information et de la communication (TIC), alors il faut s'attendre à un doublement du taux de croissance de la France pendant une période de dix ans, ce qui représenterait une hausse cumulée de PIB d'environ 500 milliards d'euros d'ici à 2034. Cette prédiction sera cependant considérée comme trop pessimiste pour certains, trop optimiste pour d'autres. Les premiers feront valoir que l'IA permet d'automatiser également la production d'idées, ce qui permet de générer un surcroît de croissance, et ce, de façon permanente. Les seconds mentionneront l'existence d'obstacles à la croissance, notamment l'absence de concurrence dans les segments amonts de la chaîne de production de l'IA, à savoir l'accès aux données et l'accès à la puissance de calcul. Ces segments sont dominés par un petit nombre de géants, les Gafam (Microsoft, Google, Facebook). Issues de la révolution des TIC, les Gafam ont dans un premier temps

contribué à l'augmentation observée du taux de croissance de la productivité pendant la décennie 1995-2005. Cependant, une politique de concurrence trop laxiste leur a permis de grossir jusqu'à contrôler la plupart des secteurs de l'économie américaine, ce qui a fini par décourager l'entrée de nouvelles entreprises innovantes avec des effets négatifs sur la croissance de l'économie dans son ensemble. La différence entre la révolution des TIC et celle de l'IA est que cette fois les Gafam sont dominants dès le début, et donc peuvent immédiatement décourager l'entrée de nouvelles entreprises innovantes. D'où l'importance d'adapter nos institutions et en particulier nos politiques de concurrence, pour que la révolution de l'IA puisse pleinement agir comme facteur de croissance.

(1) Professeur au Collège de France et à l'Insead
(2) Chercheur associé à l'Ecole normale supérieure et au Collège de France.

Source : Les Echos

LIBYE
Les USA

annoncent une subvention de 4,5 millions \$

Malgré son statut d'aéroport international, la plateforme aéroportuaire de Sebha comme plusieurs autres en Libye, n'opère que des vols intérieurs en raison des défis sécuritaires du pays qui ont obligé les compagnies internationales à suspendre leur desserte. L'ambassade des États-Unis en Libye a annoncé une allocation complémentaire de 4,5 millions USD pour renforcer la sécurité aérienne à l'aéroport international de Sebha (SEB). Cette somme constitue une nouvelle tranche d'une subvention mise en place par les USA depuis 2018 pour accompagner le rétablissement de la sécurité aérienne dans les aéroports du pays. Cela porte à plus de 20 millions USD l'aide portée dans le cadre du programme dit de sécurité aérienne et aéroportuaire en Libye, piloté par le bureau de lutte contre le terrorisme du département d'État américain. Ce soutien des États-Unis intervient alors que la Libye cherche à impulser une nouvelle dynamique à son transport aérien mis à mal depuis le début de la crise politique en 2011. Désertés par de nombreuses compagnies, plusieurs aéroports ont dû fermer alors que les plus importants tournent avec un faible trafic. Les vols directs depuis le territoire libyen sont sous embargo de la Commission européenne depuis 2014, ce qui oblige les transporteurs à faire des détours via les aéroports des pays voisins. L'Italie, qui s'affiche comme le principal soutien de la relance des liaisons aériennes entre Libye et les pays de l'Union européenne, a néanmoins permis en septembre dernier la reprise des vols libyens vers ses aéroports, malgré l'interdiction. L'accompagnement des USA devrait favoriser la stabilité dans le sud de la Libye, offrir davantage d'opportunités économiques et faciliter le développement de Sebha en tant que plaque tournante de l'aviation dans le sud du pays.

SOUDAN

Les opérateurs de télécommunications annoncent une interruption de leurs services

Le conflit armé au Soudan dure depuis avril 2023. En mai 2023, la situation avait provoqué une interruption générale du réseau et des services de l'opérateur télécoms MTN Sudan.

La société télécoms soudanaise Zain Sudan a annoncé, le lundi 5 février, une interruption de ses services de téléphonie mobile et Internet. Son principal concurrent MTN Sudan avait déjà fait une annonce similaire, le vendredi 2 février. Les deux opérateurs évoquent des circonstances indépendantes de leur volonté. « Le personnel de la société et l'équipe des sociétés de soutien ont travaillé dans des conditions extrêmement difficiles, dures et dangereuses », a déclaré Zain Sudan. « Nous espérons que la paix et la sécurité reviendront dans notre pays bien-aimé et que le service sera rétabli dans les plus brefs délais

», a poursuivi la société. Les véritables raisons de l'interruption des services sont inconnues. Elles interviennent alors que le conflit opposant l'armée au pouvoir et les forces paramilitaires depuis avril 2023 s'intensifie, provoquant une crise humanitaire majeure. En mai 2023, MTN avait déjà annoncé une interruption générale de son réseau et de ses services causée par une pénurie de carburant et une coupure d'électricité. Quelques semaines plus tôt, la société avait reçu l'ordre du régulateur de bloquer puis de rétablir l'accès aux services Internet. L'indisponibilité du réseau télécoms national pourrait compliquer une situation déjà diffi-

cile pour les Soudanais qui ont besoin de services mobiles pour se tenir informés de l'évolution du conflit, rester en contact avec leurs proches, appeler les secours, chercher un refuge à l'étranger... Cela pourrait également affecter les activités des organisations humanitaires, entre autres. Pour rappel, le Soudan comptait 32,59 millions d'abonnés aux services de téléphonie mobile pour un taux de pénétration de 68,6 % au début de l'année 2023, selon les dernières statistiques de la plateforme de données DataReportal. Le nombre d'utilisateurs Internet dans le pays s'élevait à 13,49 millions, soit 28,4 % de la population.

ARABIE SAOUDITE

Pas de relations diplomatiques avec Israël sans État palestinien

L'Arabie saoudite a déclaré qu'il n'y aurait pas de relations diplomatiques entre le Royaume et Israël sans un État palestinien indépendant, a rapporté mercredi l'agence de presse officielle SPA, citant un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Ce communiqué met en lumière la détermination du Royaume à garantir aux Palestiniens ce qu'il considère comme leurs droits légitimes. « Le Royaume a fait part à

l'administration américaine de sa position ferme, selon laquelle il n'y aura pas de relations diplomatiques avec Israël sans reconnaissance d'un État palestinien indépendant selon les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale », peut-on lire dans le communiqué. Le communiqué officiel aborde des propos attribués au porte-parole du Conseil de la sécurité nationale des États-Unis, John Kirby, sans pour autant donner

des détails. Reuters a rapporté mardi que « l'administration Biden avait reçu des retours positifs, selon Kirby, affirmant que l'Arabie saoudite et Israël étaient disposés à poursuivre les discussions sur la normalisation ». Le communiqué publié par l'Arabie saoudite exige également que « l'agression israélienne contre Gaza cesse et que toutes les forces d'occupation israéliennes se retirent de la bande de Gaza ». Le Royaume a ap-

pelé les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à « accélérer la reconnaissance de l'État palestinien ». Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a rencontré lundi le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, à Riyad. Le diplomate est en tournée régionale pour discuter de la situation à Gaza avec les alliés. Il est arrivé en Israël après s'être rendu mardi en Égypte et au Qatar.

AMNISTIE FISCALE EN TUNISIE

236 millions de dinars récupérés par le fisc en janvier

En réponse aux questions des députés, la ministre des Finances Sihem Boughdiri Nemsia a fait savoir, lors de la plénière organisée mardi à l'ARP, que les mesures liées à l'amnistie fiscale prévue par la loi de finances 2024 ont permis de récupérer, au mois de janvier 2024, un montant de 236 millions de dinars. Pour rappel, l'Article 58 de la loi de finances 2024 prévoit, dans le cadre d'une amnistie fiscale, l'abandon des pénalités de retard,

des pénalités de recouvrement et des frais de poursuite relatifs aux créances fiscales revenant à l'Etat, la régularisation des amendes, des condamnations pécuniaires et des pénalités relatives aux infractions fiscales administratives, l'abandon des pénalités de retard pour les déclarations en défauts ou pour les déclarations rectificatives et l'abandon des droits de circulation au titre des années 2020, 2021 et 2022. L'Article 59 de la LF 2024 prévoit aussi une am-

nistie fiscale au titre de la taxe sur les immeubles bâtis et la taxe sur les terrains non bâtis. L'Arrêté de la ministre des Finances du 19 janvier 2024 a fixé les calendriers de paiement des créances fiscales revenant à l'Etat, des amendes et condamnations pécuniaires et des amendes fiscales administratives et des créances revenant aux collectivités locales, prévus par les articles 58 et 59 de la loi n° 2023-13 du 11 décembre 2023, portant loi de finances pour l'année 2024.

EGYPTE

La start-up Sympl propose des services de paiement différé pour les courses

Le paiement différé reste une option trop peu accessible en Afrique, alors qu'elle véhicule d'intéressantes perspectives de marché. Les fin-techs du continent multiplient les offres pour introduire ce genre de service dans le quotidien des populations. Sympl est une solution numérique développée par une jeune pousse égyptienne. Elle permet aux utilisateurs d'acheter en ligne et de payer plus tard ou encore d'épargner des fonds. La start-up, basée dans la ville du Caire, a été fondée en 2021 par Karim Tawfik, Mohamed El-Shabrawy El-Feky et Yasmine Mohamed

Henna. Depuis son lancement, la jeune pousse a levé 6 millions \$ pour entre autres accélérer sa croissance. S'exprimant sur la levée de fonds de 6 millions \$ réussis en 2021, Mohamed El-Shabrawy El-Feky indique : « cette levée de fonds et le soutien de BECO Capital, A15 et Global Ventures, qui reconnaissent la capacité de Sympl à se développer et à bouleverser le secteur des paiements différés en Égypte, témoignent de l'énorme opportunité de marché ». La start-up est en constante progression depuis lors, et la version Android de son application mobile, également accessible

sur iOS et sur l'AppGallery de Huawei, a déjà été téléchargée plus de 50 000 fois, d'après les données de Play Store. Pour accéder aux différents services, il faut se rendre sur la plateforme web ou l'application mobile, et acheter dans les boutiques partenaires de Sympl, explique We Are Tech Africa. Au moment du paiement, l'utilisateur choisit un plan de paiement. Il a le choix entre effectuer un paiement en trois, quatre ou encore cinq paiements sans intérêt sur une base hebdomadaire, bihebdomadaire ou mensuelle après le versement d'un acompte ou non. Il entre

ensuite son numéro de téléphone et paye les frais du service. Après cette étape, l'utilisateur peut finaliser l'achat et accéder dans l'application mobile à son échéancier de paiements. La start-up dispose d'une application pour les commerçants qui souhaitent rejoindre l'univers de Sympl. Ils pourront y ouvrir leur boutique en ligne et suivre l'évolution des remboursements de leurs clients sans difficulté. Plus tôt dans le mois, la fintech a été sélectionnée pour faire partie de la cohorte 2023 du programme Visa Africa Fintech Accelerator.

ANNONCÉ COMME LE PLUS GRAND GISEMENT DE CUIVRE EN ZAMBIE

L'américain KoBold veut accélérer son projet de 2 milliards \$

Deuxième producteur africain de cuivre, la Zambie bénéficie depuis deux ans d'un regain d'intérêt des investisseurs miniers. La start-up américaine KoBoldMetals est l'un des symboles de ce renouveau et elle envisage de développer sa première mine de cuivre dans le pays, avant la fin de la décennie.

Le développement de la mine de cuivre Mingomba pourrait commencer vers 2027, soit quelques années en avance sur le calendrier initial. C'est l'annonce faite par Mfikeyi-Makayi PDG de la filiale locale de l'américain KoBoldMetals, propriétaire du projet situé en Zambie et présenté comme le plus grand gisement de cuivre du pays. En septembre 2023, Mme Makayi a estimé à 10 ans le temps nécessaire pour voir la mine Mingomba entrer en production. Or, la start-up soutenue par Bill Gates et Jeff Bezos a indiqué le 5 février 2024, en marge du Mining Indaba en Afrique du Sud, que ce gisement pourrait être la plus riche découverte de cuivre en Zambie depuis 100 ans, avec des teneurs en cuivre d'environ 5 %, similaires au gisement de Kakula en RDC, un des plus riches au monde.

Combinée aux perspectives prometteuses du marché du cuivre, cette découverte incite KoBold à accélérer ses plans. En cas de succès, KoBold pourrait jouer un rôle actif dans l'objectif de la Zambie de produire 3 millions de tonnes de cuivre par an d'ici 2030 et contribuer à satisfaire la demande mondiale croissante pour le métal rouge. Un investissement d'environ 2 milliards de dollars est attendu pour concrétiser ces ambitions. Il convient cependant d'être prudent avec ces différentes annonces de la compagnie, reprises dans la presse locale et internationale depuis quelques heures. Plus grande conférence annuelle pour les acteurs du secteur minier africain, Mining Indaba est souvent l'occasion pour de jeunes pousses comme KoBoldMetals d'attirer l'attention de nouveaux investisseurs.

Interrogé par Reuters au cours de l'évènement, Josh Goldman, cofondateur et président de la société, a d'ailleurs indiqué que des partenariats sont envisagés afin de mobiliser les fonds nécessaires pour le développement de la mine. Notons par ailleurs que les travaux d'exploration pilotés par KoBold ont débuté il y a peine un an, là où il a fallu plusieurs années à Ivanhoe Mines pour découvrir le gisement Kakula en RDC. De plus, KoBoldMetals n'est pas une compagnie minière cotée en bourse et n'a donc pas les mêmes obligations, lorsqu'il s'agit de faire des annonces de découvertes de ressources minérales. Aucun communiqué détaillant la taille du gisement, sa teneur moyenne et d'autres données pertinentes conformément aux règles de l'industrie minière, tels les codes JORC et SAMREC, n'a été publié par exemple.

POUR COMBLER LE DÉFICIT OBSERVÉ DANS LES ÉCOLES

Le Gabon recrute 900 enseignants de matières scientifiques

Pour rappel, les recrutements au sein de l'administration gabonaise avaient été suspendus en 2018 pour mieux maîtriser l'évolution de la masse salariale de l'État, et mieux gère les ressources humaines. Seuls les secteurs prioritaires tels que la santé, l'armée, l'éducation et l'enseignement supérieur pouvaient alors à recruter. Le ministère de l'Éducation nationale veut renforcer ses équipes de 900 nouveaux enseignants de matières scientifiques (mathématiques, sciences physiques, sciences de la vie et de la terre), apprend-on dans une note signée

le 26 janvier dernier par le secrétaire général dudit ministère, Laurent Mouity-Mabika. Un appel à candidature a pour cela été lancé dans le but de recruter de manière détaillée, 400 enseignants du secondaire de mathématiques, 200 des sciences de la vie et de la terre et 300 des sciences physiques et chimiques. Les Gabonais détenteurs d'une licence, d'un master ou d'un diplôme équivalent dans l'une des trois spécialités citées, et âgée de 30 ans au plus, sont invités à postuler au plus tard le 29 février 2024, informe Le Nouveau Gabon. Selon le secrétaire général du

ministère de l'Éducation, ces recrutements ont pour but de « répondre aux attentes du département sectoriel de l'Éducation nationale consistant à réduire considérablement le déficit en personnels enseignants dans les matières scientifiques ». En effet, le Gabon fait face à un déficit des enseignants au profil scientifique. Et par le passé, pour combler ce déficit, le pays déjà avait fait appel à des États frères pour former des Gabonais dans les filières scientifiques. L'objectif étant d'avoir des jeunes outillés pour affronter les défis de la science et de l'innovation pour l'émergence du pays, apprend-on.

Ce sont les premiers recrutements que lance le Gabon dans le secteur de l'Éducation nationale pour le compte de l'année en cours. Selon le projet de loi de finances 2024, le ministère de l'Éducation nationale, chargé de la formation civique pourrait renforcer ses effectifs de 2007 agents au cours de cette année. Les faisant passer de 23 525 pour une masse salariale de 166 milliards de FCFA en 2023 à 25 532 agents en 2024 pour une masse salariale de 187,6 milliards de FCFA.

FORMATION
PROFESSIONNELLE

La Guinée et la Côte d'Ivoire jettent les bases d'un échange d'expérience

Avec une population jeune de plus en plus grandissante, la Guinée autant que la Côte d'Ivoire mettent en œuvre des politiques et stratégies pour assurer une meilleure insertion professionnelle de cette catégorie sociale. La Guinée et la Côte d'Ivoire préparent une collaboration dans le domaine de la formation technique et professionnelle. Les ministres secteur des deux pays AlphaBacar Barry (photo, à gauche) pour la Guinée et N'Guessan Koffi (photo, à droite) pour la Côte d'Ivoire — se sont rencontrés lundi 5 février à Abidjan pour fixer les bases en vue de la mise en œuvre d'un programme d'échange d'expérience. Cette collaboration devrait concerner les secteurs de la formation des formateurs et du jumelage entre les institutions d'enseignement technique des deux pays. D'un autre côté, la Guinée verra prévaloir son expérience en matière de digitalisation et des « chantiers écoles ». « L'expérience guinéenne de la digitalisation et des chantiers écoles doit faire l'objet d'un voyage d'étude des Ivoiriens bientôt à Conakry », a informé la partie guinéenne au sortir de la rencontre. A son tour, la Côte d'Ivoire mettra en lumière son expertise en matière de formation de masse expérimentée à travers l'Ecole de la deuxième chance et l'Académie des talents. Ces dernières années, la Côte d'Ivoire comme la Guinée ont considérablement élargi leur carte de formation professionnelle, ainsi que les filières proposées. Mais jusque-là, ils restent confrontés au même défi qui est l'insertion professionnelle des jeunes. Leur engagement commun a pour objectif de trouver les meilleurs moyens de donner à la jeunesse des compétences en rapport avec le marché du travail et de construire ensemble un vivier de compétences dans l'Afrique francophone

BOTSWANA

Le gouvernement table sur une croissance économique de 4,2% en 2024 et 5,4% en 2025

Gaborone prévoit d'augmenter les dépenses consacrées au développement des infrastructures de 33% durant l'exercice fiscal 2024/2025, dans le cadre d'un budget de relance. Le Botswana devrait enregistrer une croissance économique de 4,2% en 2024 et de 5,4% en 2025 contre une estimation de 3,2% en 2023, a annoncé la ministre des Finances, Peggy OnkutlwileSerame

S'exprimant à l'occasion de la présentation du Budget de l'État pour l'exercice fiscal 2024/2025 (1er avril-31 mars), la ministre a également indiqué que la croissance enregistrée durant l'année 2023 était inférieure à une précédente estimation de 3,8%, en raison notamment de la baisse de la demande mondiale de diamants. Elle a par ailleurs souligné que le déficit budgétaire de l'exercice fiscal 2024/2025 devrait atteindre 8,69 mil-

liards de pulas (631 millions de dollars) contre 7,13 milliards de pulas durant l'exercice précédent, notant que le pays d'Afrique australe envisage d'augmenter les dépenses consacrées au développement des infrastructures de 33% dans le cadre d'un budget de relance. « Le budget proposé permettra de combler un large éventail de lacunes en matière d'infrastructures », a-t-elle déclaré, citant notamment des projets

prévus dans les secteurs de l'eau, des transports et de l'énergie. Mme Serame a révélé que le gouvernement cherchera à mobiliser des ressources supplémentaires en émettant des obligations indexées sur l'inflation et des obligations vertes durant le prochain exercice fiscal. Au Botswana, les diamants génèrent environ 30 % des revenus globaux de l'État et près de 70 % de ses recettes en devises.

POINT MARCHÉS

Les Bourses européennes vues dispersées avant de nouveaux résultats

Les principales Bourses européennes sont attendues mitigées à l'ouverture mercredi avant de nouvelles publications de résultats et de nouveaux commentaires de responsables de politique monétaire aux Etats-Unis, dans un contexte pauvre en données macroéconomiques.

Selon les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien cherche une direction à l'ouverture. Les contrats à terme sur le FTSE à Londres suggèrent une avancée de 0,12%, contre un Dax à Francfort hésitant, et une hausse de 0,11% pour l'EuroStoxx 50. Les marchés se préparent à une nouvelle salve de résultats en Europe. TotalEnergies, Publicis, Vinci et Akzo Nobel figurent parmi les principales entreprises qui doivent publier leurs résultats trimestriels mercredi. Aux Etats-Unis, les membres du conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale Adriana Kugler, Michelle Bowman, Thomas Barkin et Susan Collins s'exprimeront dans la journée et pourraient donner davantage d'éléments aux investisseurs sur la trajectoire des taux. Mardi, les membres du conseil des gouverneurs Loretta Mester et Neel Kashkari ont salué les progrès réalisés sur l'inflation mais indiqué qu'il restait des efforts à accomplir. En l'absence de données importantes, les banques centrales continueront de donner la direction aux marchés. "La Fed et la Banque centrale européenne sont en attente, (ce qui) peut être frustrant pour un marché qui anticipe de fortes baisses de taux", relèvent les stratégestes d'ING.

A Wall Street

La Bourse de New York a fini en hausse mardi alors que les investisseurs ont pris en compte les résultats trimestriels de grandes entreprises américaines tout en analysant des commentaires de responsables de la Fed sur le possible calendrier de son assouplissement monétaire. L'indice Dow Jones a gagné 0,37%, ou 141,24 points, à 38.521,36 points. Le S&P-500, plus large, a pris 11,42 points, soit 0,23%, à 4.954,23 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 11,32 points (0,07%) à 15.609,00 points.

Aux valeurs, Palantir Technologies a bondi de 30,8% à la suite d'une prévision solide de bénéfice annuel.

En Asie

La Bourse de Tokyo a fini en ordre dispersé mercredi, le Nikkei ayant été pénalisé par la baisse des valeurs technologiques, même si les solides résultats de Toyota et Mitsubishi ont limité les pertes. L'indice Nikkei a perdu 0,11% à 36.119,92 points et le Topix, plus large, a pris 0,42% à 2.550,04 points. Les valeurs liées aux semi-conducteurs ont reculé, sous la pression de prises de profits. Dai-kin Industries a chuté de 7,07%, le fabricant d'équipements de fabrication de puces Tokyo Electron a perdu 0,52%. Les marchés chinois demeurent attentistes après les annonces de soutien du gouvernement faites mardi. Le SSE Composite de Shanghai prend 0,63%, le CSI 300 0,4%, l'indice hongkongais Hang Seng recule de 0,46%.

Taux

Les rendements américains sont stables dans un contexte attentiste. Le rendement du Treasury à dix ans est inchangé à 4,0999%, tandis que le taux à deux ans fait du surplace à 4,4016%.

Changes

Les marchés de change sont calmes, les cambistes digérant les commentaires des membres du conseil des gouverneurs de la Fed. Le dollar décline de 0,11% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro prend 0,05% à 1,0759 dollar, et la livre sterling 0,05% à 1,2603 dollar. En Asie, le yen fait du surplace à 147,93 yens pour un dollar, tandis que le dollar australien s'octroie 0,08% à 0,6528 dollar.

Pétrole

Les marchés du brut hésitent après des données sur les inventaires de pétrole américains plus faibles que prévues, les inventaires progressant de 0,67 million de barils contre 1,9

million attendu par le consensus, selon les chiffres de l'American Petroleum Institute. Le Brent se maintient à 78,64 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) gagnant 0,14% à 73,41 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Février 2024
Valeur : 08 Février 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.6989	134.7139
1	EUR	EURO		144.9630	145.0060
1	GBP	POUND STERLING		169.1135	169.1748
100	JPY	JAPANESE YEN		90.6697	90.6981
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7282	18.7311
1	CHF	SWISS FRANC		154.8441	154.9326
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.6736	99.7142
1	DKK	DANISH KRONE		19.4236	19.4286
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7267	12.7317
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6266	12.6313
1	AED	UAE DIRHAM		36.6717	36.6788
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9168	35.9266
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.3341	437.5248
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7305	43.1600
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3971	13.3986
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7930	27.9356
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5466	3.5470
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.4423	178.4423

LES MARCHÉS MONDIAUX CALMES EN PLEINE SAISON DE RÉSULTATS D'ENTREPRISES

Vers une ouverture dans le vert malgré les taux

Les Bourses mondiales patientent mercredi avant de nouvelles prises de parole de banquiers centraux américains et digèrent une série de nouveaux résultats d'entreprises, dont le bénéfice net record de TotalEnergies (21,4 milliards de dollars). En Europe, Paris (-0,01%) et Londres (-0,02%) étaient stables vers 08H20 GMT, Francfort cédait 0,24% et Milan grappillait 0,18%. En Asie, l'optimisme lié aux annonces de nouvelles mesures de soutien aux marchés de la part de Pékin perdure. Shanghai a progressé de 1,44%. Après une ouverture en hausse, la Bourse de Hong Kong a finalement cédé 0,34%. "Pour l'instant, les mesures ont eu l'effet escompté", estime Kyle Rodda de Capital.Com, soulignant que les marchés se dirigent vers des niveaux qui pourraient marquer la fin de leur spirale baissière. A Tokyo, le Nikkei a cédé 0,11%, et à Bombay le Nifty 50 a fini stable (-0,03%). Le principal élément moteur des marchés depuis le début de l'année est la perspective de baisses des taux d'intérêt directeurs des banques centrales. Mais les déclarations des responsables monétaires se sont multipliées ces derniers temps pour tempérer l'optimisme des investisseurs et les convaincre que les baisses de taux seront plus tardives et moins nombreuses qu'espéré en 2024. Mardi, Loretta Mester, la présidente de l'antenne de Cleveland de la Ré-

serve fédérale (Fed) américaine, a estimé que "ce serait une erreur de baisser les taux trop tôt ou trop rapidement sans preuve suffisante que l'inflation est sur une trajectoire durable et opportune pour revenir à 2%". Le président de la Fed de Minneapolis Neel Kashkari, a aussi "appelé à la prudence s'agissant des baisses de taux", rapporte Michael Hewson, analyste de CMC Markets. La membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) Isabel Schnabel, a aussi appelé à agir "patiemment et prudemment" au moment de desserrer la vis monétaire, dans une interview au Financial Times. Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt des emprunts des Etats-Unis se sont néanmoins détendus mardi, après avoir fortement progressé lors des séances précédentes, grâce à "une forte demande pour un bon du Trésor à échéance trois ans" qui vient d'être émis, rapporte Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Le rendement de l'emprunt de l'Etat allemand à dix ans était stable à 2,28% vers 08H15 GMT. "Aujourd'hui, nous écouterons une nouvelle gouverneure de la Réserve fédérale, Adriana Kugler, le gouverneur de la Fed de Richmond Thomas Barkin et la gouverneure de la Réserve fédérale Michelle Bowman", énumère M. Hewson. Les marchés sont par ailleurs préoccupés par "la résurgence des inquiétudes concernant les banques régionales américaines et une poten-

tielle crise de l'immobilier commercial", souligne Ipek Ozkardeskaya. Ils ont encaissé une nouvelle alerte pour New York Community Bancorp, qui a lâché 22% mardi, après avoir été dégradé par l'agence de notation Moody's.

Fore comme TotalEnergies

La major française TotalEnergies a dégagé en 2023 un bénéfice net record de 21,4 milliards de dollars (+4%). Son bénéfice ajusté, indicateur de référence pour les investisseurs, a cependant reculé de 36% à 23,2 milliards de dollars, par rapport à 2022, en raison de son retrait de ses activités en Russie. L'action du géant norvégien de l'énergie Equinor reculait de 3,19%, après l'annonce d'une chute de 59% de son bénéfice net en 2023, plombé par le reflux du cours des hydrocarbures.

Les danoises excellent

Le numéro un mondial de l'éolien, le constructeur danois Vestas, grimpaît de 7,69% à Copenhague après avoir renoué avec les bénéfices en 2023 grâce à un nombre record de commandes. Le brasseur danois Carlsberg a convaincu les investisseurs avec une hausse de 5% de son chiffre d'affaires à 73,585 milliards de couronnes, conforme aux attentes des analystes. Son action prenait 2,14%. Le belge AB InBev gagnait aussi 2,86%.

Le pétrole en petite hausse

Les prix du pétrole progressaient légèrement vers 08H15 GMT. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 0,34% à 78,87 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, avançait de 0,23% à 73,48 dollars. Sur le marché des changes, l'euro grappillait 0,10% par rapport au dollar à 1,0766 dollar pour un euro. Le bitcoin, cryptomonnaie star, reculait de 0,71% à 42'859 dollars.

La Bourse de Tokyo hésitante

La Bourse de Tokyo hésitait mercredi 7 février au matin, soutenue par de solides résultats d'entreprises mais lestée comme Wall Street la veille par les valeurs technologiques, ainsi que par la remontée du yen, un facteur négatif pour les groupes exportateurs nippons. L'indice vedette Nikkei perdait 0,02% à 36.153,12 points vers 00H50 GMT, tandis que l'indice élargi Topix gagnait 0,71% à 2.557,28 points. «Le yen plus fort et la faiblesse des valeurs américaines liées aux semi-conducteurs vont sans doute peser lourdement» sur la Bourse de Tokyo, a commenté Mitsushige Akino de Ichiyoshi Asset Management, cité par l'agence Bloomberg.

1-UP pour Nintendo

Le pionnier du jeu vidéo Nintendo ga-

gnait 2% après avoir relevé mardi ses prévisions annuelles, grâce au yen faible et aux ventes résilientes de sa console Switch en fin de vie, dont un successeur doit être annoncé dans les prochains mois selon des rumeurs persistantes.

KDDI fait ses emplettes chez Lawson

La chaîne de supérettes de proximité («combi») Lawson voyait son titre bondir de 15,7% après l'annonce la veille par le groupe japonais de télécoms KDDI (-2,6%) qu'il prévoyait de lancer dès avril une offre publique d'achat sur Lawson en offrant 10.360 yens par action, soit une prime de 16% comparé à son cours mardi à la clôture. En cas de succès de l'opération, KDDI prévoit de retirer de la cote la chaîne de magasins dont elle détiendra 50%, travaillant en partenariat avec la maison de négoce Mitsubishi (+10,8%) qui possède les 50% restants.

Le pétrole à l'équilibre

Le yen remontait par rapport au dollar, qui valait 147,86 yens vers 01H00 GMT contre 147,94 yens mardi à 21H00 GMT. La monnaie européenne n'évoluait guère, à 159,08 yens contre 159,11 yens la veille, et à un euro pour 1,0759 dollar contre 1,0755 dollar mardi. Le pétrole était en hausse: vers 00H50 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,26% à 73,50 dollars.

FRANCE

Le déficit commercial a atteint un montant colossal en 2023

L'ampleur du déficit commercial français sur les biens pour 2023, dévoilé ce mercredi par les Douanes, s'est affiché à 99,6 milliards d'euros, le deuxième le plus élevé de l'histoire. Le gouvernement reste mobilisé pour pousser les entreprises vers l'internationalisation, pour permettre de dynamiser les exportations françaises.

Les années se suivent et se ressemblent pour la balance commerciale française. Le déficit record de 164 milliards d'euros en 2022 n'est pas battu en 2023 mais, avec 99,6 milliards d'euros, il reste toutefois supérieur aux déficits enregistrés de manière ininterrompue depuis 2002. Il est même le deuxième le plus élevé de l'histoire. A l'origine de l'amélioration de la balance sur un an : « La baisse du prix du pétrole et le retour à la normale des exportations d'électricité et des importations de biens intermédiaires ». La conjugaison de ces deux facteurs a permis d'offrir du répit aux statistiques françaises l'an dernier, analysait dans une note Stéphane Colliac, économiste pour BNP Paribas. Tant pour les hydrocarbures (-29%), pétrole, gaz et gaz naturel liquéfié (GNL), que pour l'électricité (-63%), la baisse des importations a été généralisée. En parallèle, les importations de biens manufacturés se sont aussi inscrites en légère baisse. Dans leur ensemble, les importations françaises ont représenté 731 milliards d'euros, en recul de 7,1% sur une année. A noter, les exportations françaises ont augmenté à 607,3 milliards d'euros (+1,5%) l'année dernière. Parmi les secteurs les plus dynamiques, l'aéronautique et l'automobile ont vu leurs exportations augmenter de plus de 16% sur un an, les ventes de machines ont progressé de 9%, le textile, les équipements électriques et les parfums ont affiché une forte progression aussi. Les produits agroalimentaires continuent aussi de représenter une part importante des exportations françaises avec 62,7 milliards d'euros l'an dernier (+2,2% sur un an),

tout comme la chimie, la métallurgie et la pharmacie. En revanche, le déficit commercial des échanges de voitures en France ne fait que s'accroître. La faute à l'importation massive de voitures électriques qui a été multipliée par vingt depuis 2017.

Une inversion de la tendance qui prendra du temps

Si l'on se plonge dans le détail des chiffres publiés par les Douanes, ce mercredi, le nombre d'entreprises exportatrices est très scruté, à l'heure où le gouvernement veut les pousser vers l'internationalisation, pour permettre de dynamiser les exportations françaises. Et pour cause, il pourrait devenir le facteur qui inverserait la tendance. Mais en attendant une meilleure compétitivité des exportations, « le déficit commercial restera aussi probablement important en 2024 », a concédé auprès de l'AFP Laurent Saint-Martin, directeur général de Business France, une organisation qui accompagne les entreprises françaises dans leurs projets à l'international, à quelques heures de la publication des chiffres. « Les retournements de balances commerciales nécessitent d'énormes investissements de capacités de production chez soi et une projection à l'international plus massive », ajoute-t-il, mettant en avant les initiatives françaises en matière de réindustrialisation et d'incitations à s'implanter à l'étranger de la part du gouvernement, qui pourraient porter leurs fruits dans un horizon de dix ans selon lui.

Une « mobilisation totale » en faveur du développement à l'export

Ainsi, mardi, la dixième édition de Bercy France Export, organisée au ministère de l'Economie, a été l'occasion de rappeler « la mobilisation totale » en faveur du développement à l'export, selon Jérôme Fournel, le directeur de cabinet de Bruno Le Maire, malgré l'absence du ministre des Finances de cette réunion rassemblant des entreprises et des représentants de l'Etat, et de celle d'un ministre délégué pour cause de remaniement encore en cours. « Plus de 13.200 entreprises ont été accompagnées en 2023 », soit une progression de 28% sur un an, s'est réjoui le patron de Business France. « C'était loin d'être gagné », a rappelé le dirigeant après deux années de pandémie qui ont mis un coup de frein brutal aux échanges commerciaux et favorisé le repli sur soi. Membre de la Team France Export (TFE) avec BPI France et les chambres de Commerce et d'industries, Business France a contribué à accompagner 5.000 entreprises sur des salons internationaux l'an dernier, et 2.500 ont bénéficié d'une subvention portée à 30% de leurs coûts pour participer à l'un des pavillons France à l'étranger. Ces résultats ont été favorisés par l'adoption du plan « Osez l'export » en septembre, un dispositif présenté par le ministre délégué au Commerce extérieur, Olivier Becht, assorti d'une enveloppe de 125 millions d'euros pour encourager les envies d'étranger des entreprises.

GRÈVES À RÉPÉTITION EN ALLEMAGNE

Le modèle social à l'épreuve

Cheminots, conducteurs de bus, agents aéroportuaires ... Les grèves se succèdent à un rythme effréné en Allemagne, sur fond d'inflation, de manque de main d'oeuvre et de récession qui limite les marges des entreprises. Mercredi, c'est au tour du personnel au sol de la compagnie Lufthansa de débrayer pour 24h00. Ces mouvements mettent à mal l'image d'un pays traditionnellement champion du compromis entre patronat et syndicats.

Qui fait grève ?

Ces conflits sociaux interviennent lors des négociations tarifaires organisées au sein de chaque branche d'activité. Fin janvier, une grève des conducteurs de la Deutsche Bahn a duré cinq jours, tandis que les transports locaux se sont arrêtés une journée en février dans tout le pays. La veille, un mouvement des agents de sécurité des grands aéroports avait conduit à l'annulation de 1 100 vols. Mais cette mobilisation a débuté l'an dernier avec des grèves dans la sidérurgie, la fonction publique, la santé, le ramassage des ordures ... Depuis l'invasion de l'Ukraine, l'Allemagne a connu des niveaux d'inflation inédits depuis les chocs pétroliers des années 1970. De nombreux secteurs ont certes reçu l'an dernier des hausses de rémunérations allant jusqu'à 10%, mais les salaires réels ont chuté en moyenne de 4% en Allemagne depuis début 2022, selon les statistiques officielles.

Le dialogue social est-il grippé ?

"Les salariés ont ressenti fortement les baisses de

salaires, ils ont concrètement eu moins d'argent dans le porte-monnaie", explique Alexander Gallas, professeur de sciences politiques à l'Université de Kassel. Parallèlement, les syndicats bénéficient d'un pouvoir de négociation grandissant, alors que le manque de main d'oeuvre s'accélère en Allemagne, pays vieillissant. Et "puisque'il y a moins de main d'oeuvre, la charge de travail s'accroît dans les entreprises", ce qui ajoute au malaise de nombreux salariés, ajoute M. Gallas. Les revendications des syndicats portent autant sur des augmentations de salaires que sur de meilleures conditions de travail, comme la semaine de quatre jours. Ces demandes se heurtent "au fait que les entreprises n'ont pas grand chose à distribuer", alors que l'Allemagne traverse une période de morosité économique, explique Hagen Lesch, expert de l'institut économique IW.

La situation est-elle exceptionnelle ?

Cette conflictualité bouleverse les habitudes, dans un pays réputé pour la qualité de son dialogue social, où l'accent est mis sur les négociations entre acteurs. "Le modèle allemand vit son heure de vérité", affirme M. Lesch, car "la capacité de concession a été élevée de la part des syndicats pendant le Covid et c'est maintenant terminé". L'Allemagne compte parmi les pays les moins grévistes en Europe. Entre 2012 et 2021, le nombre de jours non travaillés en raison de grèves pour 1 000 salariés s'est élevé à 18 par an en moyenne, contre 92 en France. Mais le modèle s'est grippé ces dernières années, avec une augmentation continue des conflits.

"Dans les années 2000 il y a eu très peu de grèves. Cela a changé à partir de 2015 et s'est accéléré en 2023-2024 même si nous n'avons pas encore de chiffres", dit M. Gallas. En cause? "La précarisation du marché de l'emploi qui a individualisé le parcours des salariés", explique le chercheur. Les conventions collectives, outil privilégié du dialogue, n'ont cessé de perdre du terrain, ne concernant désormais que 43% des salariés, contre 56% en 2010. Cette évolution affaiblit les syndicats, davantage tentés de faire grève pour se faire entendre, notamment en période de crise.

La mobilisation va-t-elle se poursuivre ?

Aucune négociation n'a abouti dans les transports, ce qui pourrait conduire à la poursuite de certains mouvements. "Tout peut arriver", a prévenu Claus Weselsky le patron de la GDL, syndicat des conducteurs de trains de la Deutsche Bahn. D'autant que les grèves actuelles sont très suivies. "On remarque une forte participation, qui se traduit par une augmentation des adhérents pour les syndicats", selon Thorsten Schulten, chercheur à l'institut économique et social WSI. D'autres branches pourraient également sortir du bois. La chimie, en crise depuis la guerre en Ukraine, doit entamer au printemps des négociations tarifaires à haut risque. Au risque d'aboutir à une forme de grève générale sur le modèle français dans les prochains mois ? "Ce n'est pas la tradition allemande", tempère M. Schulten.

SUISSE

Le taux de chômage augmente à 2,5% en janvier

Le taux de chômage en Suisse a augmenté en janvier à 2,5%, contre 2,3% le mois précédent, annonce ce mercredi 7 février le ministère de l'Economie, à l'heure où de nombreux prévisionnistes s'attendent à une détérioration de l'emploi dans l'industrie. Les économistes interrogés par l'agence suisse AWP s'attendaient à ce que le taux de chômage se situe entre 2,2% et 2,5%.

Fin janvier, 113.175 personnes étaient inscrites au chômage, soit 6.316 de plus qu'en décembre, indique le ministère dans un communiqué. Le chômage des jeunes s'est accru de 4,3% par rapport au mois de décembre, avec 10.332 inscrits, et a augmenté de 5,6% chez les personnes de 50 ans et plus, avec 31.807 inscrits. Le nombre d'offres dans les offices régionaux de placements est néanmoins plus élevé, avec 42.106 postes à pourvoir, soit 6726 de plus que le mois précédent. Un chômage qui reste à un niveau historiquement faible

Lundi, un indicateur trimestriel de l'emploi publié par le centre de recherches conjoncturelles de l'École polytechnique fédérale de Zurich, a mis en évidence que les perspectives pour l'emploi se sont légèrement affaiblies, principalement sous l'effet d'une détérioration dans l'industrie.

Les perspectives pour l'emploi en Suisse restent toutefois bonnes dans l'ensemble, selon cet indicateur, la majorité des entreprises continuant de considérer les effectifs comme trop bas. Elles restent plus nombreuses à vouloir augmenter leurs effectifs durant les trois prochains mois qu'à vouloir les réduire. Le chômage en Suisse se situe à un niveau historiquement faible, de nombreuses entreprises étant confrontées à une pénurie de main-d'œuvre. En 2023, il se situait à 2% en moyenne sur l'ensemble de l'année, soit son plus bas niveau depuis 22 ans. Pour 2024, le ministère de l'Economie s'attend cependant à ce que le chômage remonte légèrement, à 2,3% sur l'ensemble de l'année.

HYUNDAI CASPER L'électrique low-cost pour l'Europe



Hyundai va concurrencer les groupes Renault, Stellantis et Volkswagen avec un petit modèle électrique qui sera commercialisé à un prix d'environ 20.000 euros. Son nom ? Le Hyundai Casper EV. L'envol définitif de la voiture électrique en Europe passera par l'élargissement de l'offre... vers le bas, avec des modèles plus compacts, moins chers et plus adaptés à nos centres urbains. Une offre électrique « low-cost » qui reste très limitée actuellement avec principalement le Dacia Spring. Mais le choix s'élargira bientôt pour le candidat acheteur avec de nombreux modèles annoncés à moins de 25.000 € par les groupes Renault (Twingo et R5



électriques), Stellantis (Citroën ë-C3 et ses équivalents Fiat et Opel) ou Volkswagen (VW ID.2 et ses cousines estampillées Cupra et Skoda) auxquels il faudra donc ajouter une concurrente coréenne puisque Hyundai s'apprête à lancer une version européenne et électrique de la Hyundai Casper vendue avec des moteurs thermiques en Corée.

20.000 € pour une Hyundai électrique

Si la Hyundai Casper commercialisée en Corée du Sud mesure 3595 mm de long, 1595 mm de large et 1575 mm de haut, la version destinée au marché européen serait plus longue de 200 à 250 mm pour offrir davantage d'espace intérieur et s'aligner sur les formats de ses futures concurrentes. Basée sur la même plateforme que la Hyundai i10, la Casper prend les traits d'un petit crossover et sa variante électrique utilisera une batterie LFP – lithium phosphate de fer – plus économique qui permettra une autonomie comprise entre 200 et 300 km. Selon les déclarations de Lionel Keogh – directeur de Hyundai France – à nos confrères de Auto Moto, le prix de départ du Hyundai Casper EV serait d'environ 20.000 € et le mettrait en concurrence directe avec le Dacia Spring et la Citroën ë-C3.

ALFA ROMEO MILANO, DS3, LEXUS LBX ET MINI ACEMAN

Les «petits» SUV premium en force en 2024 ?

Alors que l'Audi Q2 quittera la scène sans remplacement de prévu de nouveaux entrants sont annoncés. Lexus LBX et Mini Aceman veulent leur part du gâteau. Alfa Romeo Milano : un sportif électrique



Le 10 avril prochain, Alfa Romeo lèvera le voile sur le Milano son petit SUV urbain procédant techniquement des Jeep Avenger, Fiat 600 et Peugeot 2008. La marque milanaise ouvrira le bal avec la version électrique forte de 240 ch - qui sera aussi le lot de la future Abarth 600 - et dotée d'une transmission intégrale afin d'accroître le côté sportif du petit frère des Tonale et Stelvio. L'Alfa Romeo Milano tentera de récupérer la clientèle des Alfa Romeo MiTo et Alfa Romeo Giulietta. Par la suite la gamme Milano s'étendra d'une version électrique de cœur de gamme forte de 156 ch à deux roues motrices puis les versions thermiques légèrement électrifiées viendront finaliser l'offre. Après un premier bain de foule lors du Mondial de l'Auto à Paris en 2018, le SUV urbain DS 3 Crossback entre en lice dans la foulée, sans remplacer la DS 3 berline qui reste au catalogue jusqu'en 2020. Arrivé à mi-carrière en 2022, le DS 3 Crossback passe par une très discrète case restylage et devient alors DS 3 tout court. Au fil du temps, le petit baroudeur chic et urbain fa-

briqué en France dans l'usine de Poissy (78) a fait le tri dans sa palette de motorisations. Le moteur essence à trois cylindres 1.2 PureTech de 155 ch est passé à la trappe pour cause de trop fort malus. A ce niveau de puissance c'est désormais la version 100% électrique DS3 E-Tense qui prend la relève avec 156 ch. Le bloc diesel d'entrée de gamme (110 ch) n'est plus à l'ordre du jour, ne reste que la version gazole de 130 ch. Enfin, en essence, la gamme propose le 1.2 PureTech 100 avec une boîte de vitesses manuelle et le PureTech 130 automatique. Mais le petit SUV DS ne sera pas remplacé, pour la DS3, la suite sera marquée par le retour d'une berline traditionnelle. La division premium de Toyota a repris la base technique GA-B de la Toyota Yaris Cross pour offrir un SUV urbain chic. D'un format de 4,19 m de long, le Lexus LBX reprend à son compte la motorisation hybride rechargeable de la Yaris Cross mais avec davantage de puissance. Une motorisation unique qui lui offre 136 ch soit la valeur moyenne attendue dans la catégorie. A bord, le Lexus LBX mise sur une présen-

tation tirée à quatre épingles avec différentes harmonies de couleurs. Enfin, une version plus puissante n'est pas exclue, le concept baptisé Morizo (surnom donné à Akio Toyoda le grand patron de Toyota) RR animé par moteur 1.6 turbo fort de 306 ch a été présenté au salon de Tokyo 2024. L'alter ego en mode SUV d'une GR Yaris. A l'été 2020, le concept car Mini Aceman préfigurait la version de série qui est attendue au printemps. Pour faire simple, comme le Mini Countryman n'a eu de cesse de grandir au fil de ses trois générations respectivement 4,10 m avec le R60 en 2010, 4,29 m pour le F60 de 2017 et enfin, 4,43 m l'actuelle génération codée en interne U25 lancée en 2023. Avec l'Aceman, Mini proposera de nouveau un SUV de taille raisonnable idéale en ville. Pour commencer une variante dotée d'un seul moteur à l'avant offrira 184 ou 218 ch. Une version JCW plus puissante viendra coiffer la gamme en 2026. Mais dans tous les cas, le Mini Aceman ne sera livrable qu'en électrique.

MINI CLUBMAN

Clap de fin pour l'atypique break britannique

Dès 1960, l'Austin Seven qui deviendra ensuite Austin Mini se décline en version break. En 2007, la version R55 mise sur une silhouette asymétrique. En 2015, la version F54 rentre un peu dans le rang, elle vient tout juste de disparaître. La toute dernière Mini Clubman vient de sortir de l'usine historique d'Oxford au Royaume-Uni. Le break atypique avec sa paire de portes arrière battantes n'aura pas de remplaçant sacrifié sur l'autel des SUV qui s'avèrent bien plus rentables.

De l'Austin Seven...

C'est l'occasion de revenir sur les ancêtres dont le tout premier date 1960. L'Austin Seven est baptisé Countryman tandis que sous le label Morris elle se nomme Traveller. Puis l'appellation Clubman n'arrive qu'en 1969, c'est la Mini Clubman Estate. Elle est également déclinée en version tôlée pour les artisans, c'est la Mini Van. L'auto reste au catalogue jusqu'en 1980.

Entrez par la petite porte !

En 2005, le Mini Clubman entre de plain-pied dans l'ère moderne. Afin de préparer son retour dans la gamme en 2007, la marque anglaise propriété de BMW n'a pas lésiné sur les concepts car. Tout commence par le Mini Clubman Concept au salon IAA de Francfort en septembre 2005, suivi un prototype au salon de Tokyo en décembre. Le festival se poursuit en janvier 2006 au salon de Détroit avec la Mini Go Sports enfin, au printemps 2006, au salon de Genève, c'est en mode véhicule d'assistance



de rallye que le break fait son apparition. La première génération, baptisée en interne R55, se distingue de la berline par un empattement majoré de 8 cm pour une longueur totale accrue de 24 cm soit un gabarit de 3,96 m. Joli break de chasse sur le flanc gauche avec sa porte avant unique, l'auto se veut plus pratique côté droit à l'aide d'une petite porte antagoniste qui vient en complément. Bien évidemment, les portes battantes restent de mise à l'arrière. Et pour renouer avec les artisans chics, en 2012, la version Mini Clubvan fait son apparition au salon de Genève. Et pour assurer la filiation avec les toutes premières Mini break avec une « fausse » ossature en bois, le carrossier haut de gamme Castagno Milano a cogité de son côté une berline allongée avec des plaquages en bois précieux. Sa fabrication cessera avec l'arrivée du Clubman dans la gamme. L'artisan italien changera alors son fusil d'épaule en proposant des plaquages de bois précieux pour le Clubman R55.

De plus en plus classique...

Puis en 2015, c'est au tour de l'actuelle Mini Clubman celle nommée F54 qui entre en lice. Le format est nettement plus imposant (4,25 m) et d'une certaine manière l'auto rentre dans le rang avec ses portes latérales conventionnelles. La gamme ratisse large avec une entrée de gamme de 102 ch et la tonique variante JCW qui en revendique 306 ! Mais face à un Countryman plus polyvalent, le break Mini ne fait plus le poids, il vient de quitter la scène.

DONNÉES PERSONNELLES

Qui collecte quoi ? Comprendre et éviter la surveillance sur Internet

Vous le savez, nous le savons, navigation web et marchandisation des données personnelles vont de pair. La rédaction revient sur les acteurs et les mécanismes de la collecte de données pour vous aider à comprendre le qui, le pourquoi, et le comment, et ainsi mieux protéger votre vie privée en ligne.

Avant de mettre en place des mesures efficaces contre le pistage, la collecte et le traitement des données personnelles, il faut identifier le « qui », le « pourquoi » et le « comment » de l'équation. Les entités incriminées sont nombreuses, mais on peut les regrouper dans trois grandes catégories : les fournisseurs d'accès à Internet, les sites web et annonceurs, et les GAFAM, dont les méthodes de profilage outrepassent la simple pose de cookies en interne. Tous y trouvent des intérêts différents, qu'il s'agisse de prévention au regard de la sécurité nationale, ou d'alimenter un business model bien huilé. Il existe bien évidemment des méthodes pour en limiter les pratiques abusives et faire respecter votre droit à la vie privée.

Qui collecte vos données privées ?

Les FAI

Porte d'entrée sur le web, les fournisseurs d'accès à Internet ont accès à la totalité des informations privées que vous communiquez de manière directe et indirecte. Adresse IP, dates et heures des connexions, durées des sessions, requêtes DNS transitant via leurs serveurs (sites et pages web consultés), appareil, navigateur et moteur de recherche utilisés, quantité de données envoyées et téléchargées, volume de trafic vers un hôte, en navigation classique comme en navigation privée. L'ensemble de ces éléments sont considérés comme des données personnelles par le RGPD et la CNIL, c'est-à-dire que les FAI ne peuvent pas s'en servir à des fins commerciales. En revanche, la loi française oblige les opérateurs de télécommunication à conserver de telles informations pendant un an, et à les transmettre aux autorités compétentes en cas d'enquête administrative et/ou judiciaire.

À cela s'ajoutent naturellement toutes les données renseignées au moment de la souscription du contrat auprès du FAI. On pense à l'identité civile de l'internaute, son adresse, son numéro de téléphone, ses informations de facturation, son identifiant en tant qu'abonné. Et rebelote, la loi contraint les FAI à conserver l'ensemble de ces éléments pendant une période d'un an à compter de la date de résiliation du contrat. On en profite pour rappeler que les FAI ne se contentent pas de délivrer un accès à Internet, mais gèrent aussi les abonnements téléphoniques et leurs propres services de messagerie mail. En clair, ils accèdent à bien plus d'informations que votre seule activité web, et sont pratiquement en mesure d'établir une synthèse complète et très détaillée de votre mode de vie, même en dehors du web. Et ce sans jamais avoir besoin de solliciter votre consentement explicite.

Les sites web et les annonceurs

Une fois sur la toile, la collecte des données ne fait que s'amplifier. Principaux responsables : les plateformes web et les annonceurs. Et pour cause, vos informations personnelles se monnaient à prix d'or puisqu'elles servent de basse de rémunération à la fois pour les éditeurs de contenus qui louent des espaces publicitaires sur leurs sites, les entreprises qui souhaitent vendre leurs ser-

vices ou produits, et les régies publicitaires qui font le lien entre les deux. Parmi les données collectées et traitées, on peut bien évidemment citer l'adresse IP, qui donne des informations génériques sur le FAI, la géolocalisation et le type d'appareil utilisé. La pose de cookies et les méthodes de tracking classiques permettent également de suivre l'activité web au sein du site web consulté, et d'identifier avec précision les centres d'intérêt des visiteurs et visiteuses grâce à un ensemble de métadonnées liées à leur comportement en ligne (date et heure de visite, pages vues, temps resté sur un contenu, récurrence des visites, etc.). Il existe enfin d'autres méthodes de collecte des données personnelles, plus discrètes et plus difficiles à parer. C'est notamment le cas du fingerprinting, qui repose sur la récupération des informations techniques liées aux paramètres du navigateur et de l'appareil de l'internaute (on estime qu'il n'existe pas deux configurations identiques), ou encore de la pose des pixels-espions, images invisibles permettant de suivre à la trace les activités des utilisateurs et utilisatrices (quand et combien de fois un email publicitaire a été ouvert, par exemple).

Les GAFAM

Les techniques des GAFAM ne sont pas vraiment différentes de celles employées par les sites web et annonceurs, mais elles s'avèrent d'autant plus redoutables que des entreprises comme Google ou Meta opèrent au sein de branches d'activités diverses. Une polyvalence qui leur permet de mettre la main sur quantité de données personnelles très variées qui, une fois recoupées, génèrent des profils d'internautes extrêmement précis, en particulier si vous utilisez plusieurs de leurs services (au hasard, Facebook, Instagram et WhatsApp, ou Gmail, Chrome, Google Search, YouTube, Maps, Android).

Si l'on peut dénoncer les procédés déloyaux des sites web contournant le RGPD sans pour autant contrevenir à ses principes essentiels, les GAFAM ont plus d'une fois été épinglés par l'Europe pour leurs pratiques abusives. En 2021, Amazon écope d'une contravention luxembourgeoise de 746 millions d'euros pour non-respect du RGPD. En mai 2023, le régulateur irlandais inflige une amende record de 1,2 milliard d'euros à Meta pour avoir enfreint le RGPD avec Facebook. Mais malgré la note salée, il faut bien comprendre qu'il est toujours plus intéressant pour les GAFAM de prendre le risque d'une condamnation que de faire une croix définitive sur la collecte et le traitement des données personnelles...

Comment lutter contre la surveillance indésirable ?

Adopter de bonnes pratiques de navigation

La première chose à faire, c'est de mettre en place de nouvelles habitudes de navigations pour leurrer les sites web et annonceurs. On peut, par exemple, privilégier le mode incognito de son navigateur (suppression automatique de tous les mouchards et historique de navigation à la fin de la session web), prendre le temps de refuser tous les cookies non essentiels quand une bannière RGPD



requiert une configuration manuelle, changer de site quand le choix se résume à accepter tous les cookies ou payer, bloquer toutes les demandes d'autorisation émanant des plateformes web visitées (envoi de notifications, accès à la géolocalisation, etc.), verrouiller les réglages de sécurité de son navigateur pour bloquer automatiquement les cookies tiers et trackers, installer un bloqueur de publicité et de suivi en ligne, ou encore opter pour un navigateur capable de contrer les techniques de fingerprinting (Tor Browser, Brave, Firefox).

Contrôler les données communiquées aux GAFAM

Dans la mesure du possible, il faudrait parvenir à se détourner complètement des services gérés par les GAFAM et trouver des alternatives sécurisées par défaut. Facile à dire, mais pas toujours réalisable. En revanche, il est tout à fait envisageable de limiter la quantité et le type de données que l'on accepte de leur communiquer. Ainsi, lorsque vous utilisez Facebook ou Instagram, bloquez le partage de position géographique, ne renseignez que les champs obligatoires pour la création de votre profil, ne cliquez jamais sur les publicités, abonnez-vous à des comptes de tous bords et de toutes les couleurs pour brouiller les pistes. Pensez aussi à restreindre les autorisations d'accès à vos appareils au maximum.

Un VPN pour tout verrouiller sans compromis

Angle mort de la protection des données personnelles, les FAI sont le dernier obstacle contre lequel il est difficile de s'opposer. Et

pour cause, ce sont eux qui attribuent des adresses IP à vos équipements, ils possèdent quantité d'informations que vous n'avez d'autre choix que de leur communiquer à la souscription du contrat, et c'est par eux que transitent connexions et trafic avant même d'être relayés sur le web. Mais surtout, ils constituent un passage obligé pour pouvoir accéder à Internet.

Dans ce cas de figure, un VPN, ou réseau privé virtuel, offre toutes les protections nécessaires pour préserver ses informations privées du mieux possible. En tant que brouilleur, il empêche votre FAI de savoir quels sites vous consultez et le temps que vous passez sur chacun. Il vous permet aussi de dissimuler votre véritable adresse IP aux yeux des services web qui ne pourront vous identifier qu'à l'aide de l'IP du serveur VPN par lequel circule votre trafic. Par extension, vous modifiez votre géolocalisation.

NordVPN : un écosystème dédié à la protection des données privées

Établi au Panama, pays tombant sous le joug de lois très strictes concernant le droit à la vie privée et à l'anonymat en ligne, NordVPN fait partie des réseaux privés virtuels grand public les plus sécurisés. Administrant un parc réseau de plus de 6000 serveurs RAM 10 Gb/s répartis dans 61 pays, propriétaire de ses registres DNS, il offre de bonnes vitesses de connexion et fait la part belle à de nombreuses technologies innovantes, destinées à renforcer davantage la protection des données personnelles. On pense par exemple à NordLynx, protocole maison basé sur WireGuard et compatible AES-256, plus léger et rapide qu'OpenVPN, mais tout aussi fiable, ou encore à ses nombreux équipements spécialisés (serveurs Tor, double VPN et obfusqués) qui permettent de mieux brouiller les pistes. En marge des fonctionnalités essentielles qu'il intègre (kill switch, split tunneling, prise en charge de protocoles VPN classique comme OpenVPN et IKEv2), NordVPN s'attache à développer des options de confidentialité qui favorise une navigation dans un environnement stable et intégralement sécurisé.

Son bloqueur de publicités et de traqueurs vous évite d'avoir à télécharger une extension de navigateur, sa protection anti-malware vous protège contre les virus et autres logiciels malveillants à la manière d'un antivirus classique, et son moniteur Dark Web vous alerte en temps réel lorsqu'une fuite de données impliquant votre adresse mail est détectée.

Plus abouti que les VPN gratuits, NordVPN s'impose comme un véritable écosystème dédié à la vie privée, offrant la possibilité d'enrichir l'offre de base avec un gestionnaire de mots de passe (NordPass) et un espace de stockage en ligne chiffré (NordLocker).

Idéal pour se passer de services tiers trop curieux, à l'image de Google Drive ou Microsoft OneDrive.

Accessible à tous les portefeuilles et tous les cas d'utilisation, NordVPN prend en charge jusqu'à 6 connexions simultanées et propose une garantie satisfait ou remboursé de 30 jours, que l'on souscrive pour 1 mois, 1 an ou 2 ans.

Mots fléchés

Endommager			Enchevêtrements	Affecter ailleurs		Protubérance	Saint de Bigorre		Leurre de pêcheur		Volcan de Sicile		Panards	
Réservé au mauvais élève				Richesses en ruine			Bouts d'un lien				Breuvage des dieux			
													Cartes en main	
Cousin germain								Graine de noyau	Revenu sans difficultés					
Arbres du Liban									Point réussies					
							Composant de l'air symbolisé			Ponte que cherche le poulet				
Roulement de tambour				Pointes de roses			Base de bière					Entrée en la matière		
Défaite écrasante				Attrapées			Raclée					Ville des accords		
					Entité politique					Atmosphère				Crochets à araignée
Surprise pascale						Ballot pour ballots				Qui a du chien				
Parler des highlands						Montre bombée								
					Juste un grain						Article			
					Un cours bernois						Modulables			
Bavard haut en couleur			Exemples de germes							Abréviation de testament			Individu	
			Monde de recteur							Peut être particulière				
				Collection de printemps				Technétium	Sentence populaire					
			Cavités de cire											
Accord commercial	Répertoire								Possessif			Un point c'est tout		
	Division de Toulon								Refuge			Patrie de Yeats		
					Gare à toi, parisien		Dérober							Entourée de près
							Ville de Belgique							
Survenu								Envenime						
Mettent fin au bouquet														
						Mets pour grandes occasions							Une vie de travail	
Convention écrite	Extrait de phrase					Saisir le tribunal		Ancêtres du violon						
	Reconnu							Élimées						
					Choisie					Bien mordu		Petite cale		
					Jus de plantes									
Divinités féminines									Décédé récemment				Un point cardinal	
Partie de journée									Chaleur animale					
			Manche de pongiste				Ont des durées inégales					Service de l'ombre		
			Saint normand											
Le troisième homme				Il dirige la chasse								Bonne, elle perce loin		
Prendre à part														
						Imitation de marbre						Cylindre de protection		

RUSSIE :

Le PIB a progressé de 3,6% en 2023, tiré par les commandes militaires

Le produit intérieur brut (PIB) russe a augmenté de 3,6% en 2023, selon une première estimation publiée mercredi par l'agence nationale de statistiques Rosstat, confirmant le rebond de l'économie nationale, largement tirée par l'explosion des commandes militaires. En 2022, le PIB russe s'était contracté de 1,2%, plombé par une pluie de sanctions occidentales mises en place en représailles à l'assaut de Moscou en Ukraine.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 8 février 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MDN

Un terroriste capturé par les éléments de l'ANP à Tamanrasset

Un terroriste qui activait dans des groupes terroristes à l'étranger, a été capturé par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Tamanrasset, tandis que 7 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par d'autres détachements de l'ANP, lors d'opérations distinctes menées durant la période du 31 janvier au 6 février à travers le territoire national, indique un bilan opérationnel rendu public, ce mercredi, par le ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 31 janvier au 6 février 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national », précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP « a capturé, à Tamanrasset en 6e Région militaire le terroriste dénommé Ould Bouksib Mokhtar, qui activait dans des groupes terroristes à l'étranger. De même, d'autres détachements ont arrêté 7 éléments de soutien aux groupes terroristes, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national », ajoute le communiqué.

FORUM DU MAEP

Le président Tebboune prend la présidence

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a pris, mercredi, la présidence du Forum des chefs d'Etat et de Gouvernement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP). Lors d'une réunion tenue via visioconférence, le président de la République a pris la présidence tournante du Forum du MAEP, succédant au président de la République de Sierra



AIR ALGÉRIE

Benhamouda Hamza, nouveau PDG

Changeement à la tête de la compagnie nationale « Air Algérie ». C'est Benhamouda Hamza qui succèdera à Yacine Benslimane en tant que Président directeur général d'Air Algérie. La décision a été

prise, hier mercredi, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, indique la Présidence dans un communiqué posté en ligne sur sa page officielle « Facebook ». « Le président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune a nommé, mercredi, M. Hamza Benhamouda au poste de président-directeur général (PDG) de la compagnie nationale Air Algérie », lit-on dans le communiqué. Le nouveau DG du pa-

villon national aérien, Hamza est le fils de feu Abdelhak Benhamouda, ancien Secrétaire général de l'UGTA, tragiquement assassiné par des terroristes en 1997.

SR

ANTONIO GUTERRES, SG DE L'ONU

« Notre monde entre dans une ère de chaos »

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a affirmé mercredi que le monde était entré dans une « ère de chaos », déplorant les divisions sans précédent du Conseil de sécurité incapable d'agir face aux « conflits terribles » qui se multiplient. « Des gouvernements ignorent et sapent les principes mêmes du multilatéralisme, sans rendre de comptes. Le Conseil de sécurité, principal outil pour la paix mondiale, est dans l'impasse en raison des fissures géopolitiques », a-t-il lancé en présentant devant l'Assemblée générale ses priorités pour 2024. « Ce n'est pas la première fois que le Conseil est divisé. Mais c'est la pire. Le dysfonctionnement actuel est plus profond et plus dangereux. », a-t-il soutenu. Ainsi, « lors de la Guerre froide, des mécanismes bien établis ont aidé à gérer les relations entre superpuissances », a-t-il noté. Mais « dans le monde multipolaire d'aujourd'hui, de tels mécanismes

sont absents. Notre monde entre dans une ère de chaos ». Et « nous voyons les résultats : une foire d'empoigne dangereuse et imprévisible, dans une impunité totale », a dénoncé le secrétaire général, s'inquiétant d'une nouvelle prolifération nucléaire et du développement de « nouveaux moyens de s'entre-tuer et pour l'humanité de s'anéantir elle-même ». « Il y a tant de colère et de haine et de bruit dans le monde aujourd'hui.

Chaque jour, et à la moindre occasion, c'est la guerre, semble-t-il. Des conflits terribles qui tuent et mutilent des civils à des niveaux record. Des guerres de mots. Des guerres de territoire. Des guerres culturelles », a-t-il ajouté. S'attardant spécifiquement sur l'agression sioniste contre la Palestine, il a mis en garde contre un éventuel assaut terrestre sioniste à Rafah, où s'entassaient des centaines de milliers de Palestiniens déplacés dans le sud de la bande de

Ghaza, à la frontière avec l'Egypte. « Une telle action augmenterait de façon exponentielle ce qui est déjà un cauchemar humanitaire, avec des conséquences régionales incalculables », a-t-il insisté, réclamant notamment à nouveau un « cessez-le-feu-humanitaire immédiat ». « En parallèle à la prolifération des conflits, les besoins humanitaires mondiaux sont à un niveau record, mais les financements ne suivent pas », a-t-il encore déploré.

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Les perspectives économiques mondiales : une évolution sans guidage

L'économie mondiale évolue dans un contexte de grande incertitude sur l'avenir. Les impacts de la crise sanitaire Covid19 ne sont pas encore totalement corrigés, en particulier l'inflation qui touche l'ensemble des pays de la planète. Certains pays affichent des taux inimaginables, plus de 30% (Egypte, Turquie...) alors que d'autres ont frôlé les 100% d'inflation. Les économies développées, supposées avoir jugulé les phénomènes inflationnistes par des politiques monétaires et budgétaires très serrées pour contenir l'inflation au cours des dernières décennies à moins de 3%, ont vu cette dernière grimper autour de 10% (taux moyen de l'UE 7/8% en 2022). La croissance économique, aussi, a connu un ralentissement significative y compris dans les pays émergents, le cas de la Chine est exemplaire. Les économies africaines ont bien résisté aux différents chocs (Covid19, Prix de l'énergie, chaînes d'approvisionnement...). Elles arrivent même à consolider leur redressement post-Covid19. Cependant, ne disposant pas de tous les leviers financiers de l'économie moderne globalisée commencent à subir le resserrement des conditions financières mondiales, les retombées de la guerre Russo-Ukrainienne, particulièrement en matière énergétique et alimentaire. Malgré ces chocs exogènes et la sécheresse dans les pays du sahel et du Maghreb, le taux de croissance moyen du PIB réel de l'Afrique a

été estimé à 3.8% en 2022 ; il est vrai en baisse par rapport à 2021 (4.8%). Les perspectives pour 2023 sont plutôt bonnes ; un taux de croissance prévisionnel de 4% est donné par la BAD (Banque Africaine de Développement) avec une consolidation à 4.3% en 2024. L'inflation demeure une préoccupation majeure pour tout le continent et certains pays africains (au moins 18 pays) enregistrent des taux à deux chiffres. Même avec cette résilience, « l'Afrique est confrontée à plusieurs risques de détérioration de ses perspectives de croissance qui incitent à un optimisme prudent. Le resserrement des conditions financières mondiales et l'appréciation du dollar américain ont exacerbé les coûts du service de la dette et pourraient accroître le risque de surendettement, en particulier pour les pays dont la situation budgétaire est très limitée. La prolongation de la guerre Russo-ukrainienne reste un risque mondial majeur qui accroît l'incertitude et pourrait aggraver l'insécurité alimentaire et le coût de la vie de manière plus générale. À cela s'ajoute le changement climatique, qui continue de menacer des vies, des moyens de subsistance et des activités économiques (avant-propos du président de la BAD au rapport sur les perspectives économiques pour l'Afrique). Pour l'Algérie les perspectives pour 2024 sont plutôt bonnes si l'on se réfère aux données du projet de loi de

finance pour 2024. En effet, il est mentionné un taux de croissance du PIB de 4.2% porté essentiellement par l'agriculture, les travaux publics et à un degré moindre l'industrie (en valeur absolue), alors que les hydrocarbures connaîtront un taux de croissance de +0.9% en 2024 et même un taux négatif (en volume) de -0.6% en 2025. Le redressement du secteur industriel par une réindustrialisations du pays dans le cadre de la politique de diversification doit viser prioritairement une substitution aux importations et dans un deuxième temps la croissance de l'exportation. Les USA continueront à dominer le Monde par leur supériorité dans les technologies avancées qui leur procurent des revenus colossaux, dans l'industrie militaire et par le contrôle des hydrocarbures, sans oublier l'instrument principal de domination, le Dollar. L'UE se débat dans ses problèmes institutionnels internes ; le découplage Politique/Economique réduit considérablement les attentes de l'Union économique. Le moteur économique de l'Europe, l'Allemagne, est lui aussi grippé. La crise au Moyen Orient (guerre Gaza-Israël) va exacerber les marchés de l'énergie et même monétaires face aux incertitudes de cette guerre et sa probable extension à toute la région et au-delà. C'est pourquoi il faut tout relativiser tant que l'incertitude plane sur le Monde.